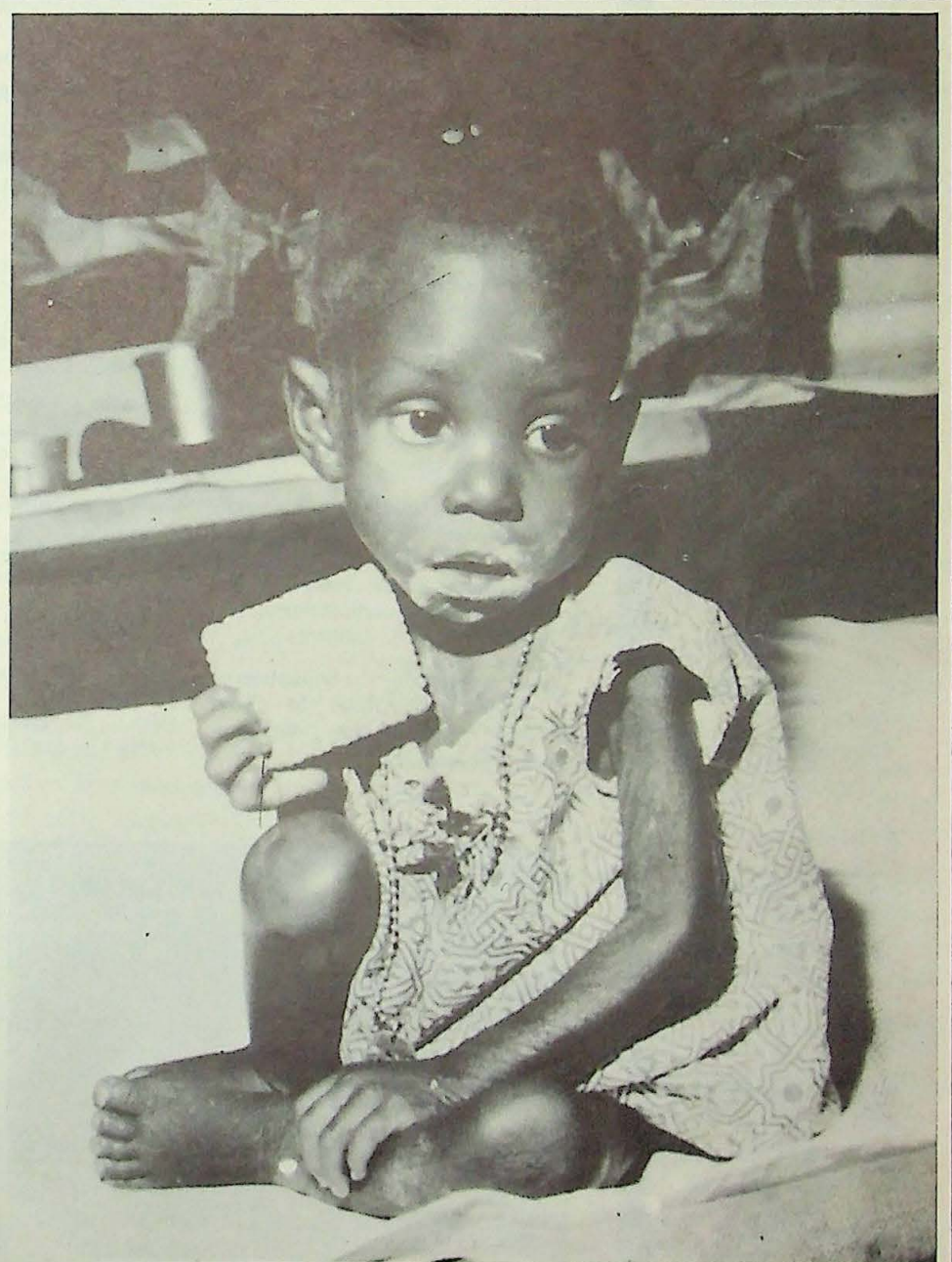


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 15 JANVIER 1970
N° 437, 1,50 F.



**le racism,
arme de
l'impérialisme**

Sommaire

Luttes ouvrières

8. Comment fabriquer des tricots de qualité.
Michel Camouis
9. Grève au Famiprix.
Gérard Schaafs

Luttes étudiantes

14. Les responsabilités du mouvement.
Albert Rousselles

Luttes internationales

15. Racisme et lutte de classes.
Henry Rosengart
16. Le premier congrès des comités Palestine.
J.-F. Pertus
17. Nigéria : la paix.
Manuel Bridier

Vie économique

7. La bourgeoisie à la recherche du VI^e Plan.
Rémy Grillault
- 10-11. L'impérialisme sauvage.
Jacques Malterre

Vie militante

12. Lettre à Waldeck-Rochet.
Michel Rocard

Vie quotidienne

13. Les confessionnaires.
M. Descolongs

Vie culturelle

18. L'année Beethoven.
Bernard Sizaïre
19. Sur l'année politique.
Gilbert Hercet

Politique intérieure

5. Qu'est-ce que le néo-radicalisme ?
Gérard Féran
6. Construire l'unité.
J.-M. Vincent

tribune
socialiste

a lu pour vous

● Initiation à la vie des entreprises. Lucien Scherrer.

Une grande nouveauté de la même qualité pédagogique que toute la collection « Initiation économique », avec la même démarche intellectuelle que celle de « Premiers pas en économie ».

Editions ouvrières, 1 vol., 320 pages, 22 F.

● Villes et citoyens. L. Chenot et R. Beaunez. Premier volume d'une collection intitulée « Pouvoir local ».

Une méthode d'enquête efficace pour l'analyse et la connaissance d'une ville. Tous ceux qui, à divers titres, assument des responsabilités et pour qui la « ville » est un problème, en tireront grand profit pour leur action.

Editions ouvrières, 1 vol., 216 pages, 16 F.

● Matérialisme historique et histoire des civilisations. A. Pelletier et J.-J. Goblot.

La notion de « civilisation » a acquis une place de choix dans la réflexion des historiens contemporains.

Le marxisme, en tant que théorie scientifique du développement des sociétés, peut-il adopter sans critique cette notion ?

D'un autre côté, la pluralité et la relative stabilité des grandes civilisations ne correspondent-elles pas à des réalités historiques irrécusables ?

Editions sociales, 1 vol., 200 pages, 10 F.

● La Filière. Témoignage sur les tortures en Grèce. Périclès Korovessis.

A ceux qui refusent le régime des colonels grecs, une « filière » d'adaptation est imposée : des semaines, des mois de séquestration et de tortures.

Jeune metteur en scène, militant de gauche, résistant après le coup d'état d'avril 1967, Korovessis fait ici le récit de son passage entre les mains de la Sûreté et des militaires d'Athènes. Une des innombrables suites à « Z ».

Ed. Le Seuil, 1 vol., 120 pages, 12 F.

Ces livres sont en vente à la librairie « Tribune socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e. C.C.P. 58.26.65, Paris.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Rappel des numéros disponibles :

- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris

Réunions

● Samedi 24 janvier à 9 h.
Réunion nationale du secteur aviation.

81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

● Samedi 24 janvier à 15 h,
réunion des militants du Livre de la région parisienne.

81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

● Les 24 et 25 janvier.

Le comité de coordination des Jeunes Travailleurs organise un week-end de formation.

Thème : le profit, dans l'entreprise, dans la vie locale.

Lieu : M.R.J.C. : 6, rue Henner, Paris 9^e.

Début : samedi 24 à 15 h.

S'inscrire auprès du C.C.J.T., 81, rue Mademoiselle, Paris 13^e.

● Samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février :

Stage régional entreprise Bourgogne-Franche-Comté ouvert aux militants d'entreprise de l'Yonne-Nièvre-Jura-Saône-et-Loire - Haute-Marne-Côte-d'Or, à Dijon.

Ecrire à Giffard, 20, rue Sully, Dijon (21).

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Ah, Dieu !
que la guerre
est jolie !**

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolongs, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
36.000 exemplaires.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Pour le parti révolutionnaire

Michel Rocard

La résolution du dernier Conseil National du P.S.U. soulignait la nécessité de construire, à partir du P.S.U. tel qu'il existe, mais à partir de lui seul, un puissant parti révolutionnaire capable d'offrir un débouché politique aux luttes sociales de plus en plus dures qui traversent la France, capable de formuler des objectifs et des mots d'ordre mobilisateurs.

Cette résolution définissait les trois types de tâches qui devaient en permettre l'application. Le P.S.U. doit constamment intensifier sa présence et son action dans les luttes à la base ; il doit s'organiser sur les lieux de la production et régler, à partir de cette forme d'organisation nouvelle pour lui, l'épineux problème des relations partis-syndicats ; il doit enfin traduire cette volonté dans ses contacts avec toutes les organisations qui se recommandent du socialisme, quelles que soient, par ailleurs, les critiques que nous pouvons avoir à formuler sur les positions de telle ou telle de ces organisations.

L'actualité est ainsi faite que ces contacts, en exécution de la résolution du Conseil National, se sont multipliés au cours des récentes semaines.

Le Bureau National avait tout d'abord reçu mandat de renouer le contact avec les quatre grandes organisations syndicales : C.G.T., C.F.D.T., F.O. et F.E.N. Partie il y a quelques jours, la lettre à la F.E.N. n'a pu encore recevoir de réponse. Les lecteurs de « T. S. » connaissent notre échange de correspondances publiques avec la C.G.T., commencé sur un malentendu et terminé par une fin de non-recevoir de la C.G.T. à notre suggestion d'une rencontre commune pour éclairer le problème des rapports partis-syndicats.

Avec la C.F.D.T., en revanche, une première rencontre a eu lieu le 6 décembre. Elle n'a pas permis d'épuiser un ordre du jour très chargé. Celui-ci comportait en effet une confrontation sur la signification politique des contrats de progrès, un approfondissement du problème des rapports partis-syndicats sur la base de la résolution du Conseil National et un entretien sur la situation politique générale. Un deuxième rendez-vous est pris, à la suite duquel une conclusion publique sera donnée à ces conversations.

Enfin, Force Ouvrière n'a pas répondu à notre proposition d'une rencontre commune.

Les entretiens avec les organisations politiques ont été les plus nombreux et certains d'entre eux commencent à déboucher sur des perspectives de luttes communes qui nous permettront de définir par la pratique les formes d'action du parti révolutionnaire.

C'est avec « Lutte Ouvrière » que le contact est le meilleur et le plus approfondi. Les militants ont suivi, tant dans « T. S. » que dans le journal « Lutte Ouvrière », les débats menés entre nos deux organisations. Des divergences subsistent sur un certain nombre de points importants, comme l'exercice du droit à l'organisation de fraction de partis dans le mouvement syndical revendiqué par « Lutte Ouvrière ».

Il n'en reste pas moins qu'il y a entre nos deux organisations des conceptions communes sur la possibilité d'un processus révolutionnaire en France et sur le refus de privilégier les impératifs étroits d'organisation par rapport au développement des luttes. De ces points d'accords découle naturellement une grande possibilité d'agir côte à côte, notamment en ce qui concerne le contrôle ouvrier et les conditions concrètes de la vie quotidienne. Un exemple est notre décision d'engager ensemble une bataille sur les conditions de transport dans la région parisienne.

Deux rencontres ont également eu lieu avec la Ligue Communiste. Des divergences graves nous séparent de cette organisation, notamment sur le rôle de l'U.N.E.F. comme mouvement de masse du secteur étudiant, et sur la priorité constante que donne la Ligue aux problèmes d'organisation par rapport au développement réel des luttes. Mais la fermeté de ses prises de positions anticapitalistes permet tout de même un certain nombre d'actions communes. Et le débat est en cours entre les deux organisations sur certains problèmes de fond, comme la nature de la démocratie ouvrière par exemple. La poursuite des unes et de l'autre permettra de mieux éclairer les clivages qu'il convient de trancher pour délimiter les contours du parti révolutionnaire à faire.

Les confrontations avec les organisations dont la pratique militante et l'orientation théorique sont beaucoup plus éloignées des nôtres présentent évidemment un caractère différent.

Dans le cas du Parti Communiste, le nécessaire examen des divergences ne s'est pas fait dans de bonnes conditions politiques. En dehors d'un article de *France Nouvelle* qui discutait au fond les thèses du congrès de Dijon et explicitait loyalement

les raisons qu'avait le P.C. de n'être pas d'accord avec nous, ce qui est bien entendu son droit, la règle était la citation tronquée, le procès d'intention, voire l'insulte. Et toute tentative de notre part d'ouvrir le débat au fond, courtoisement mais sans faiblesse, était sommairement classée dans la rubrique commode de l'anticommunisme.

Il semble que cette pratique soit en train de changer, ce qui serait, si cela se confirme, un fait très positif dans le mouvement socialiste français. Le Parti Communiste, en effet, vient de faire parvenir au Bureau National du P.S.U., en même temps qu'à d'autres organisations, une lettre qui suggère « une réunion commune afin de créer les conditions d'une action concertée pour le progrès social, la démocratie, le socialisme ». Le P.C. ajoute : « Si vous jugiez utile une rencontre préalable de nos deux organisations, nous y sommes naturellement prêts. »

Cette initiative pose différentes questions, telle l'absence de toute référence aux luttes sociales qui sont pourtant aujourd'hui le seul élément de nature à faire changer le rapport des forces. Cependant l'occasion est fournie par-là de donner d'autres formes à la difficile confrontation entre nos deux organisations. C'est le sens de la réponse du Bureau National au Bureau Politique du P.C.

Le Parti Socialiste avait décidé, lors de son congrès d'Issy-les-Moulineaux, d'engager une série de rencontres avec diverses organisations, dont la nôtre. Le Parti Socialiste vient, comme nous l'avons fait nous-mêmes, de désigner deux membres de son Bureau, chargés d'un contact préalable pour fixer la date et l'ordre du jour d'une rencontre. Celle-ci devrait donc normalement avoir lieu d'ici à quelques semaines. Nous aurons à poser au Parti Socialiste un certain nombre de questions précises sur la signification politique qu'il accorde aux luttes sociales, sur ses alliances, sur sa position face à l'impérialisme américain notamment.

Enfin, une rencontre a eu lieu la semaine dernière avec la Convention des Institutions Républicaines. Nous avons confirmé à cette organisation notre refus d'un certain type de manifestations de la gauche non communiste sans rapport direct avec une authentique stratégie socialiste, comme la tenue de congrès d'unification en juin 1970 ou la tenue d'un colloque de la gauche nouvelle. En revanche des actions communes sont

possibles, en liaison par exemple avec les trois campagnes du P.S.U. ou sur d'autres points à discuter.

On voit se dégager à travers tous ces débats les conditions d'application de la stratégie du Parti. Pas d'agression gratuite contre les organisations qui se réclament du socialisme, pas de compromis sans principe qui négligeraient la continuité d'une orientation pour d'illusoires avantages électoraux, le souci de mener le débat jusqu'au bout sur les problèmes qui nous divisent, et enfin le souci de multiplier à travers ces contacts les possibilités d'actions communes grâce auxquelles se préciseront les objectifs, les formes de lutte et les contours du parti révolutionnaire de masse sans lequel il n'est pas de victoire possible pour le socialisme. □

Du référendum à l'action nécessaire

Lorsque ces lignes paraîtront, la consultation, organisée par la C.G.T. à l'Electricité-Gaz de France, aura eu lieu. Quels que soient ses résultats (il est cependant clair qu'il vaut mieux que le pourcentage des votants refusant le contrat soit le plus élevé possible, mais cela ne règle pas la question), la lutte contre la politique d'intégration devra se poursuivre. Encore faut-il savoir sur quelles bases. La C.G.T., à juste titre, a dénoncé les clauses de collaboration de classes incluses dans la convention E.G.F., mais il est indéniable qu'elle a hésité longuement avant de consulter la base, sous la forme contestable d'un référendum qui ne permet pas aux travailleurs de s'exprimer sur les formes de lutte ou de confronter leurs expériences. Sans doute a-t-elle senti elle-même que le simple refus ne pouvait suffire face à la direction de l'E.G.F. et face au gouvernement, puisqu'elle annonce de nouvelles actions et demande la réouverture de négociations le plus tôt possible. Il reste qu'une nouvelle mobilisation des travailleurs ne peut s'opérer en l'absence de perspectives claires et de mots d'ordre précis. Il ne suffit pas de demander des conventions honnêtes et constructives pour rassembler les énergies, il faut savoir présenter aussi l'ensemble de la politique offensive susceptible d'infliger un échec au pouvoir et au patronat. La division syndicale, l'attitude fautive prise par la C.F.D.T., F.O. et l'U.C.N.M. sont, certes, des obstacles sur cette voie, mais si la discussion à la base, si l'acceptation du contrôle démocratique par les assemblées de travailleurs deviennent partie intégrante de la pratique de la C.G.T., il y a de bonnes raisons de croire que l'on irait beaucoup plus vite de l'avant. □

Pour un nouveau siège

La D.P.N., sur rapport du B.N., a donné à celui-ci mandat d'entreprendre les démarches pour l'acquisition d'un nouveau siège du parti.

Le financement d'une telle opération nécessite la mobilisation de l'ensemble du parti, car plusieurs dizaines de millions d'anciens francs sont nécessaires. Chaque militant doit se sentir concerné. Toutes les fédérations, sections, tous les groupes du parti doivent dès maintenant s'organiser pour lancer la souscription nationale et la recherche de prêts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti.

Les secrétaires et trésoriers des fédérations réunis à Paris samedi et dimanche derniers ont longuement étudié et discuté les propositions du B.N. concernant les moyens de financement de notre nouveau siège central.

Les militants du parti et les responsables de section recevront très prochainement une lettre dans laquelle ils trouveront toutes les explications qui leur sont nécessaires. Le B.N. leur demande de les étudier très attentivement et, surtout, de lui fournir par retour les renseignements qui leur sont demandés.

LIBRAIRIE - TRIBUNE SOCIALISTE -

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h.

EDITIONS DU SEUIL

- LIVRE NOIR DE LA DICTATURE EN GRECE 15,00
- NOTES SUR LA VIE CULTURELLE EN R.D.V., P. Weiss 15,00
- SOCIALISME OU SOCIAL-DEMOCRATIE, J. Mandrin 15,00

EDITIONS OUVRIERES

- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, J. Bron 18,00

E.D.i.

- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION ; I. - Guerres d'Asie, P. Naville ... 18,50

EDITIONS - PRESENCE AFRICAINE -

- PANAFRICANISME OU COMMUNISME, G. Padmore 22,00
- CHRONIQUE DE LA DECOLONISATION, J. Rous 27,00



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

Qu'est-ce que le néo-radicalisme ?

Gérard Féran

Si le « néo-radicalisme » se réduisait aux ambitions politiques de Monsieur Servan-Shreiber et de ses jeunes et fringants collaborateurs, nous aurions mieux à faire qu'à nous pencher sur son avenir.

Mais ce qui nous intéresse dans ce que l'on appelle « le reclassement actuel des forces politiques » c'est de distinguer de quels instruments politiques le capitalisme français arrivé à son stade de développement actuel a besoin pour atteindre son objectif d'intégration économique et comment il essaye d'éliminer dans le marché libéral européen le potentiel politique révolutionnaire que constitue la classe ouvrière dans les pays industrialisés.

Poser le problème ainsi nous conduit donc à refuser de prime abord des analyses politiques qui ne prennent comme axe de leur étude que la simple évolution des forces politiques dans le jeu parlementaire et institutionnel actuel car les termes de droite de centre, de gauche non communiste et de gauche communiste sont impuissants à rendre compte des **clivages politiques réels** qui sont en train de se dessiner. Le problème politique posé à la France est moins que jamais celui de savoir si « la gauche » va enfin réussir à arriver au pouvoir. Il est de savoir comment les forces politiques se déterminent par rapport au système de production dans lequel nous vivons : la faillite intégrale de la F.G.D.S. et de tous les regroupements politiques tentés à gauche depuis dix ans vient directement du refus d'aborder cette question, comme si la nature du capitalisme actuel et l'analyse que l'on en fait n'avait qu'un intérêt secondaire dans la lutte politique à mener.

Le capitalisme est un mal nécessaire

Or, le « néo-radicalisme » ou ce que certains nomment le « réformisme technocratique » est en train d'élaborer une réponse politique cohérente au stade actuel du capitalisme français. Cette cohérence n'exclut pas les contradictions multiples de ce courant mais indique qu'il y a adéquation entre l'analyse qui est faite du système économique et la stratégie politique élaborée. (Au contraire du courant social-démocrate qui sur ce point au moins n'est ni « moderne », ni « réaliste ».)

La première caractéristique du néo-radicalisme, celle qui permet aussi à des hommes classés politiquement dans des groupes différents de s'y retrouver (Pisani et Chandernagor par exemple), c'est son analyse économique du capitalisme comme un « mal nécessaire ». La déclaration d'intentions, au moment de son entrée au parti radical, de J.-J. Servan-Shreiber illustre bien les deux termes de cette analyse : « Quand j'ai eu l'occasion d'étudier les problèmes de la nouvelle société technologique, dit-il, j'ai été frappé de voir à quel point devra s'imposer une volonté politique si l'on veut que la deuxième révolution industrielle ne débouche pas sur une so-

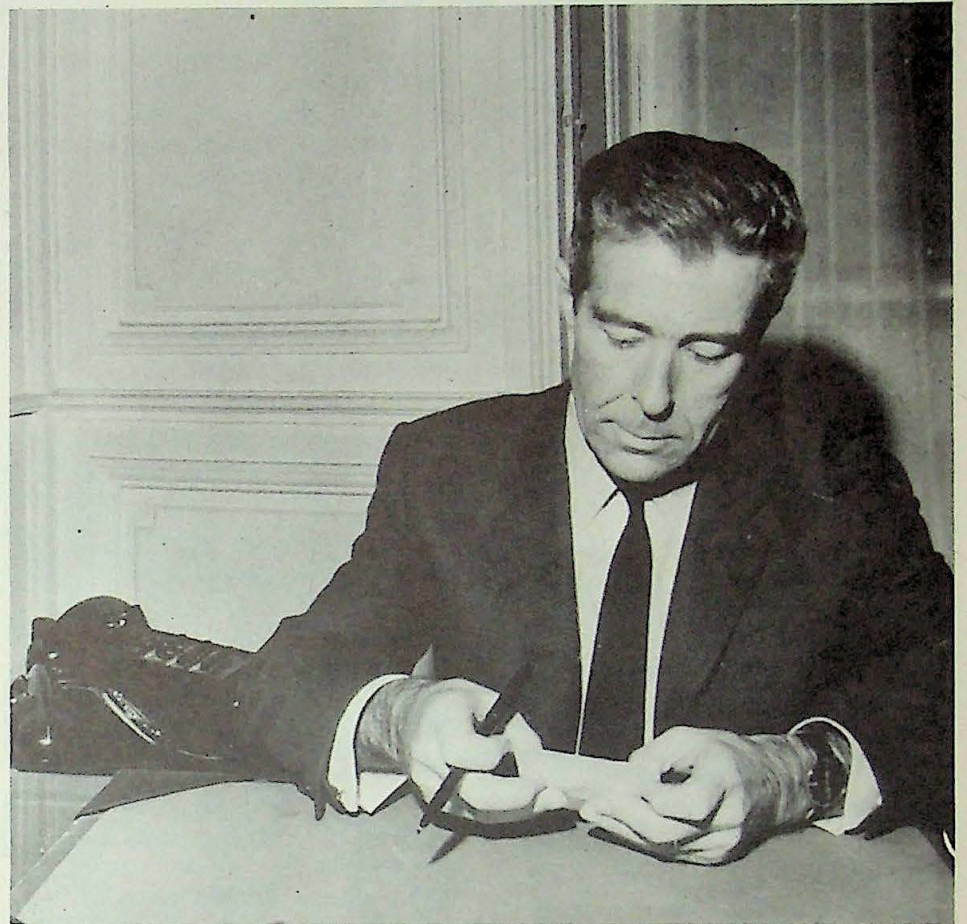
ciété sauvage. » Voilà pour le « mal » : le capitalisme de lui-même engendre l'anarchie et l'inégalité sociale. L'objet du pouvoir politique est donc de s'en dissocier pour lui imposer de l'extérieur une « volonté morale » tendant à réduire après coup des injustices, des inégalités, engendrées par le système économique. Mais de là à critiquer la nature du système qui engendre ces effets pour en combattre les causes il y a une marge que le néo-radicalisme se refuse à franchir. Car, ajoute Servan-Shreiber « On ne pourra pas éviter, dans cette société, si l'on veut la croissance, que l'argent joue un grand rôle... si l'on veut profiter des performances qui sont jusqu'ici les meilleures de l'économie de concurrence et de l'initiative, il faut leur permettre de fonctionner à plein. » C'est donc au nom de la croissance que le capitalisme est considéré comme indispensable.

Quelle croissance ?

Croissance et modernité sont d'ailleurs les deux maîtres-mots de ce type de réflexion qui prennent pour des certitudes un certain nombre d'hypothèses dont les faits ont montré la mystification :

• **Hypothèse selon laquelle le développement économique est « linéaire »** : autrement dit et suivant les thèses bien connues de Walter Rostow, le sous-développement, que ce soit celui d'un pays, d'une région, d'une classe n'est jamais la conséquence d'une exploitation. Il n'est que le retard des uns sur les autres. Ainsi dans la course à la croissance, certains ont pris plus tôt le départ ; mais derrière eux chaque pays passera par les mêmes phases, se transformant d'abord en société industrielle (stade de la révolution industrielle ou du « décollage ») puis en société post-industrielle « ère de la consommation de masse » dont nous goûtons pour notre part les bienfaits quotidiens. Or il est important de remarquer que c'est exactement ce schéma linéaire en trois temps qui est adopté par le groupe « Technique et démocratie » (pourant passé au socialisme !) dans son livre « Si la gauche voulait », par d'autres clubs « Jean Moulin », et autres tenants de la vieille « gauche nouvelle ».

• **Deuxième affirmation, corollaire de la première : la lutte de classes n'existe pas**, ou, si elle a existé, elle est aujourd'hui en voie de disparition. La critique marxiste s'arrête, selon eux, à la disparition relative de la pénurie, seule source de clivages sociaux qu'ils considèrent comme dépassés. Ils oublient (ou plutôt ils n'ont sans doute jamais su) que la critique fondamentale de Marx réside dans l'analyse des contradictions entre le développement indéfini des forces productives, dû, d'ailleurs, au capitalisme, et des rapports de productions qui le freinent, les travailleurs restant étrangers à leur travail. Il n'y a donc rien de commun entre une critique « populiste » du capitalisme qui lui reproche la misère des travailleurs « en soi » et qui aboutit généralement



A.F.P.

dans ses conclusions politiques à l'idée d'une meilleure répartition des revenus, et celle de Marx : car celui-ci, loin de s'opposer à la croissance, montre au contraire comment le capitalisme freine le développement des forces productives, et comment l'**aliénation du travail** (le fait que l'homme soit étranger aux moyens de production et au produit de son travail) demeure, quel que soit le niveau de croissance atteint, tant que le système des rapports de production n'est pas transformé.

La stratégie politique du néo-radicalisme

La théorie de la « volonté politique » imposée à une machine économique « neutre » mais dénaturée par une bourgeoisie qui s'en servirait pour ses propres intérêts, nous paraît donc particulièrement mystificatrice par rapport à la nature réelle du système de production capitaliste. Elle conduit à l'idée que l'Etat est une entité politique étrangère aux intérêts de classes, alors qu'il en est d'abord l'expression. Elle fait du sous-développement sous toutes ses formes un « accident » du système économique alors qu'il en est la première conséquence. Elle postule que l'exploitation prend fin en même temps que la misère absolue des travailleurs alors que la nature des rapports sociaux demeure inchangée. Elle prend prétexte des retards et des erreurs des économies de type soviétique pour assimiler bureaucratie et socialisme. Autant de raisons qui nous poussent à ne pas nous faire d'illusions sur la véritable nature d'un courant politique qui emprunte nombre

de ses aspects à la social-démocratie allemande et suédoise. Mais ce serait une erreur politique que de minimiser l'importance pour le capitalisme français du néo-radicalisme. Pour les éléments les plus éclairés du patronat français (c'est-à-dire les plus conscients de leurs intérêts) le seul moyen de rendre notre économie compétitive passe par la création du « bloc moderniste », c'est-à-dire par l'alliance de la classe ouvrière et des éléments les plus dynamiques du capitalisme français. Il a toujours été dans la nature du capitalisme que d'avancer en se niant lui-même : la nécessité urgente qu'il ressent aujourd'hui d'employer au maximum les capacités productives de la classe ouvrière, quitte à lui assurer un certain nombre d'avantages, n'a rien pour nous étonner. Le néo-radicalisme répond tout à fait par sa stratégie politique à cette exigence. Il y répond mieux que le gaullisme traditionnel, encore gêné par la défense des intérêts des couches les moins productives qui le soutiennent.

Il y répond mieux aussi que le néolibéralisme pratiqué par Giscard d'Estaing et ses amis et dont les possibilités d'intégration de la classe ouvrière sont pratiquement nulles.

Il peut attirer à lui une partie non négligeable des travailleurs intellectuels dont le capitalisme français a un urgent besoin, en redorant le blason terni du réformisme. Il est donc plus dangereux qu'on ne le croit trop souvent... Un jour viendra peut-être où nous aurons en France notre Willy Brandt. Alors il sera trop tard pour se souvenir que c'est toujours une erreur de mésestimer la force d'une bourgeoisie intelligente... □

Construire l'unité

Jean-Marie Vincent



Collombert

Les difficultés du mouvement ouvrier et socialiste en France sont dues pour une large part à son manque d'unité, aussi bien sur le plan politique que sur le plan syndical. Mais le manque d'unité, les divisions, les polémiques ne peuvent être attribuées seulement à la défaillance des hommes (les dirigeants) et à l'esprit de chapelle, pour ne pas dire de boutique, des organisations.

L'unité des travailleurs et des organisations qui cherchent à les représenter n'est pas une donnée permanente, et cela pour de nombreuses raisons. A la base dans les entreprises, les travailleurs (ouvriers, employés, techniciens) ne se trouvent pas tous placés dans les mêmes conditions de travail ou d'oppression. A ce niveau, l'unité d'action la plus simple (pour une grève massive) exige déjà un dépassement au moins partiel des limites corporatistes propres à chaque catégorie à partir d'une perspective unificatrice qui ne peut être purement spontanée. Au niveau politique, l'unité ne va pas non plus de soi. Chaque organisation s'est cristallisée au cours d'expériences historiques particulières, s'est insérée d'une manière spécifique dans le contexte politique et social en fonction d'une perspective stratégique qui la distingue des autres.

C'est pourquoi la question de l'unité ne peut être posée dans l'abstrait, en dehors du contexte politique et social, en dehors des objectifs et des modes de lutte qui lui donnent son sens. L'unité peut être superficielle, passagère et ne traduire qu'une entente

circonstancielle entre des organisations qui cherchent surtout à défendre un acquis. Elle peut au contraire exprimer un mouvement profond qui modifie l'état d'esprit et la combativité des masses, les rapports entre celles-ci et les organisations, le rapport des forces entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier. Dans ce cas, le processus unitaire met inévitablement à l'ordre du jour le dépassement de la société capitaliste et entraîne dans son sillage des couches sociales jusqu'alors attachées au régime du profit. Entre 1934 et 1936, entre 1942 et 1945, on a pu observer des phénomènes de ce type ; le mouvement unitaire parti de luttes de grande ampleur (contre le patronat, le gouvernement et les ligues fascistes au moment du Front populaire, contre l'occupant et l'appareil d'Etat collaborationniste au moment de la Résistance) a profondément secoué la société tout entière. La bourgeoisie dans ces deux phases a dû faire des concessions importantes, mais en même temps, elle a conservé l'essentiel de ses moyens de domination (étatiques, culturels), parce que le processus unitaire n'était pas dirigé et assumé jusqu'au bout par la classe révolutionnaire, la classe ouvrière. Chacun à sa façon, le parti communiste et le parti socialiste, ont limité les perspectives stratégiques (défense et rénovation de la démocratie) et freiné le développement de l'auto-organisation des masses (les comités de front populaire et les comités de libération). Dans ces conditions la bourgeoisie a très vite pu se ressaisir et, par différentes manœuvres, fractionner peu à peu le mouvement unitaire.

Aussi croyons-nous qu'une politique authentiquement unitaire ne peut se contenter de faire l'inventaire des divergences pour ensuite, dans la pire des hypothèses, les oublier soigneusement, et, dans la meilleure, essayer de les réduire peu à peu par des compromis laborieux et boiteux. La recherche de l'unité est un combat politique contre le conservatisme, le poids des habitudes. En d'autres termes, elle est avant tout une lutte, pour un développement intense du mouvement des masses, de façon que peu à peu l'optique des uns et des autres change et que s'opèrent les reclassements et les regroupements nécessaires qui permettront aux aspirations socialistes de s'exprimer clairement. Par là il ne s'agit absolument pas d'affirmer que le processus unitaire puisse être un processus qui se déroule uniquement à la base. Les travailleurs ont depuis longtemps senti le besoin d'être organisés et d'avoir des liens permanents avec des organisations syndicales et politiques ; prétendre résoudre les problèmes de l'unité par le seul front unique à la base relève d'un idéalisme désincarné. Il est cependant vrai que les dialogues de sommet n'ont de sens que



A.F.P.

s'ils s'appuient sur des expériences de luttes, sur des forces en mouvement à la base, c'est-à-dire sur des confrontations dans l'action à tous les niveaux se déroulant sous le contrôle de l'ensemble des travailleurs concernés. En ce sens la politique d'unité (de la base au sommet) ne peut exclure les polémiques, les affrontements politiques, les luttes d'influence entre ligne révolutionnaire et orientations plus ou moins opportunistes, même lorsqu'il y a des accords unitaires sur des points précis entre les organisations concernées.

En définitive, c'est une conception singulièrement étriquée de l'unité qui ne voit dans celle-ci que l'établissement de rapports privilégiés entre deux organisations pour la mise au point d'un programme commun de gouvernement (valable dans le cadre du régime économique-social d'aujourd'hui). La bonne méthode voudrait au contraire que l'on prolonge les luttes ouvrières, paysannes et étudiantes qui se déroulent depuis des mois pour leur donner le débouché politique et les formes d'organisation qui en feraient un mouvement irrésistible contre le capitalisme. □

LA JEAN ESMEIN
 APRÈS 3 ANS DE PRÉSENCE A PÉKIN
 DE DÉCEMBRE 65 A JUIN 68

LA RÉVOLUTION CULTURELLE

革命

La première reconstitution historique. Le quart de l'humanité invente une vie nouvelle.

SEUIL

La bourgeoisie à la recherche du VI^e Plan

Rémy Grillault

D'un plan à l'autre, la bourgeoisie française se retrouve confrontée au même problème : comment assurer face à la concurrence inévitable des économies les plus avancées — les Etats-Unis, l'Allemagne... — l'adaptation du capitalisme français,

1° sans compromettre les équilibres conjoncturels : prix, budget, balance des paiements ;

2° sans sacrifier totalement l'indépendance économique nationale ;

3° sans risquer une aggravation des conflits d'intérêts internes à la bourgeoisie (notamment entre les producteurs traditionnels et le capitalisme de monopole et de la lutte des classes.

Le V^e Plan (1965-1970) avait été celui des demi-mesures. Les patrons, terrorisés par l'ouverture des frontières, avaient pour seul souci d'obtenir à la sauvette de quoi improviser un rempart contre la concurrence : subventions, dégrèvements fiscaux, primes industrielles... L'administration gaulliste, encore partagée entre la tradition interventionniste et la tentation du désengagement économique de l'Etat, s'employait à rassurer toutes ses clientèles : un peu d'« aménagement du territoire », un peu de politique agricole, des promesses d'équipements sociaux. Résultat : une croissance médiocre au prix d'une compression sévère de la consommation des salariés, une recherche timorée de l'équilibre qui devait se conclure par l'explosion de mai 1968 et la débacle monétaire.

Le pari du modernisme

A la veille du VI^e Plan, industriels et technocrates ont, à leur manière, médité cet échec : ils ont lu Michel Crozier. A la suite de ce dernier, en passe de devenir le maître à penser du régime, grands commis et managers se mettent à parler un curieux langage, longtemps réservé à une certaine « gauche », celle du club Jean Moulin. On dénonce la « société bloquée », les « résistances au changement ». On entend, enfin, assurer la « compétitivité » des structures économiques et l'harmonie des relations sociales... Cet assaut de modernisme, dont on attend providentiellement les moyens de surmonter crise économique et conflit de classes, tra-

duit une évolution réelle des stratégies de la bourgeoisie :

Pour la première fois, le patronat français accepte les risques de l'expansion économique : le C.N.P.F. réclame officiellement un taux de croissance de 7 à 9 % par an. Son calcul est simple : ce rythme implique un renforcement rapide des formes les plus productives du capitalisme et le dépérissement des entreprises marginales, c'est-à-dire le passage accéléré à une économie hautement capitaliste. La forte productivité du travail autoriserait alors une présence honorable sur le marché international et une politique de hauts salaires propre à assurer définitivement la « paix sociale »... Pour jouer ce jeu dangereux, le patronat pose clairement ses conditions : qu'on lui laisse dans l'immédiat le champ libre (de l'argent à bon marché, moins d'impôts, moins de sécurité sociale...) et que l'Etat prenne à sa charge « l'environnement », c'est-à-dire ce qui ne rapporte guère d'argent : la formation, la recherche, les frais de conversion professionnelle, etc.

Planifier la déplanification

Cette défense d'un développement soumis à la seule loi des monopoles n'est guère éloignée des préoccupations actuelles de la technocratie d'Etat. Pour Giscard, le meilleur des plans serait, au fond, celui qui reconduirait sur cinq ans les principes d'« équilibre » qui ont inspiré le budget de 1970 : stagnation des dépenses d'équipement, de l'aide au logement, de la Sécurité sociale, allègement des impôts et des tarifs publics payés par les entreprises. Pour Chalandon, même musique, il n'y a guère qu'une chose qui mérite encore d'être planifiée : la liquidation du secteur public (notamment en matière de construction et d'urbanisme) au profit des intérêts privés.

Entre les deux parties, l'accord sur la stratégie de développement du capitalisme français est donc acquis. Il n'était guère besoin d'un Plan pour cela. Reste un problème de tactique : tout le débat du VI^e Plan va désormais se résumer au choix d'un taux de croissance (5, 6 ou 7 %). Pour la bourgeoisie, il s'agit en fait de mesurer :

1° quel rythme de liquidation des petits producteurs de l'indus-

trie, du commerce et de l'agriculture est possible si on veut éviter que l'opération ne soit pas trop coûteuse sur le plan politique,

2° quel niveau d'activité économique peut être atteint sans faire apparaître des tensions sur le marché du travail de nature à donner aux salariés une trop grande force de négociation (et par là même à menacer la sacro-sainte « compétitivité »).

La marge de manœuvre est plus étroite que la classe dominante ne le pense. Quel que soit le compromis final, il est inévitable que les cinq années à venir connaîtront une aggravation sensible des contradictions de la société française.

Le moment de vérité

● En effet, que le capitalisme français réussisse ou non sa modernisation, il n'est pas en mesure d'offrir une riposte efficace à l'offensive actuelle de l'impérialisme américain. S'il se résigne à une évolution « à l'anglaise » où la croissance économique est en définitive sacrifiée à la défense des équilibres monétaire et extérieur, la vulnérabilité et le vieillissement de l'appareil industriel lui interdisant pour l'avenir toute possibilité de développement autonome, l'industrie américaine s'installera en force sur notre marché et à nos frontières. Mais s'il s'engage au contraire dans la voie d'une modernisation accélérée, le refus d'une intervention active de l'Etat dans cette opération et les contraintes que la concurrence étrangère fait peser sur le niveau des prix obligeront les entreprises françaises à accepter sur une large échelle de recourir à des ressources financières et technologiques d'origine américaine. Le développement économique des années à venir se fera donc à plus ou moins haut niveau, mais, en toute hypothèse, la logique du capitalisme implique, à brève échéance, la dépendance des centres de décision nationaux et une intégration poussée au capitalisme financier international et, en définitive, l'adhésion à un modèle de développement et de société — l'american way of life — imposé par l'impérialisme.

● Cette situation menace dangereusement la cohésion de la classe dominante. Le projet mo-

derniste du C.N.P.F. exprime sans doute un déplacement du rapport de forces au profit des tenants du capitalisme le plus avancé, mais **au sein du bloc au pouvoir, l'hégémonie politique des couches monopolistes est encore loin d'être assurée.** A moins de trouver une alternative à la coalition conservatrice que représente le pompidolisme, le capitalisme financier devra encore passer des compromis avec les représentants des secteurs archaïques de l'économie : petites et moyennes entreprises et petits commerçants notamment. Cette contrainte ôte dans l'immédiat tout réalisme à la solution « à la japonaise » proposée par le patronat.

● Enfin, l'adhésion de la classe ouvrière au modèle de développement voulu par la bourgeoisie est improbable. Au milieu des débris des vieux mythes de la technocratie gaulliste — « l'économie concertée », la « politique des revenus », les « fruits de l'expansion »... —, le Plan apparaît maintenant pour ce qu'il est : la définition, sous couvert du pouvoir d'Etat, d'une stratégie de classe du capitalisme à laquelle on tente d'associer, bon gré mal gré, des représentants du mouvement syndical. Ce type d'intégration technocratique des « partenaires sociaux » n'a plus grande chance de succès. C'est pourquoi la bourgeoisie tente dès maintenant de briser le ressort de la lutte de classe non plus au sommet mais au sein même des entreprises : avec ses contrats de progrès, sans doute rêve-t-elle de s'assurer, cinq années durant, le contrôle des revendications ouvrières. Mais l'utopie douceâtre de la « nouvelle société » suffira-t-elle à faire accepter aux travailleurs à la fois, l'intensification du travail, la discipline des salaires, le devoir d'épargne, la mise en cause de la Sécurité sociale, la braderie des équipements collectifs ?

Cette fois-ci, le roi est nu : collusion ouverte de l'Etat, du capitalisme financier et de l'impérialisme, exploitation accrue des travailleurs, menaces sur les « classes moyennes ». **L'après-gaullisme se condamne à reproduire sous une forme caricaturale des conditions de crise sociale qui ont déjà eu raison du gaullisme.** 1970-75 s'annonce comme un moment fort de la lutte de classe. □

Comment fabriquer des tricotés de qualité

Michel Camouis

Vous connaissez les tricotés Montagut ? Ils sont vendus à des prix confortables, et la publicité nous a habitués à penser qu'ils sont de qualité.

La qualité c'est plus de 1.000 salariés à qui l'on demande de la dextérité, une bonne vue et d'être capables de tenir des cadences pendant huit heures, répartis fictivement en neuf sociétés et localement à Granges-les-Valence (650 salariés), à Vienne, à Allex, à Ganges, à Sumère, à Privas.

La qualité c'est aussi :

● **Un chef** : Léo Gros. Il est P.D.G. de la « Bonneterie Cévenole » (80 % du personnel), de « Tesserenc et Harlachol », de la « Teinturerie Gros ». Il est gérant de « Pascal Valluit », et Mme Léo Gros administre « Brun Pons », qui emploient 20 % du personnel.

● **L'absence de comité d'entreprise et de délégués du personnel.** Ce qui est contraire aux lois du 16 avril et du 16 juin 1966.

● **Les licenciements collectifs.** Parmi les licenciés figurent tous ceux qui se sont présentés comme délégués du personnel et délégués syndicaux.

● **La multiplication des entreprises.** Lorsqu'une personne est déléguée du personnel elle est mutée par la direction dans une autre entreprise, mais demeure dans le même atelier à faire le même travail. Ainsi, elle « appartient » à une autre entreprise et ne peut plus être déléguée du personnel puisqu'il faut un an de présence dans l'entreprise.

● **Le non-réembauchage.** La convention collective applicable à Montagut précise que le personnel licencié pour des raisons économiques est prioritaire à l'embauchage. Dès son licenciement en juillet 68 la déléguée syndicale C.F.D.T. avait fait sa demande. En un an, 100 personnes ont été embauchées à Montagut, la déléguée syndicale n'a jamais été sollicitée.

● **Les élections impossibles.** Le seul résultat d'une procédure de conciliation : l'organisation des élections de délégués du personnel, échoue à son tour. Léo Gros



WD - Photos Draeger (Accessoires "Printemps" - Chaussures "C. Jourdan")

Martre

tricotés MONTAGUT

Automne-Hiver 1969



n'a pas publié les listes des électeurs et des éligibles aux dates légales et a organisé l'élection le jour du départ en congés.

● **Le syndicat autonome.** La C.F.D.T. a constitué un dossier démontrant que la C.F.T. (autonome) n'est pas indépendante vis-à-vis de la direction. Le Tribunal d'Instance de Tournon donne raison à la C.F.D.T. A noter que les 20-21 mars 69 la C.F.D.T. invitait le personnel à voter blanc ou nul lors des élections. Sur 302 inscrits dans le collège ouvriers, la liste indépendante obtient 103 voix. Sur 47 inscrits dans le collège employés, la liste indépendante obtient 18 voix. Sur

57 inscrits dans le collège techniciens et cadres, la liste indépendante obtient 41 voix.

● **La loi d'amnistie est adoptée** le 30 juin 69. Léo Gros bénéficie de deux « non-lieu » : sur le procès-verbal dressé le 5-8-68 pour licenciement sans autorisation ; sur le procès-verbal dressé pour infraction à la loi du 16-4-46 pour mutation d'une déléguée syndicale sans autorisation de l'inspection du travail.

Tous comptes faits ce ne sont pas les acheteurs qui connaissent le prix de la qualité, mais les travailleurs, et d'abord les militants syndicaux. □

Le progrès continue...

De notre correspondant à Lyon

La semaine dernière, « Tribune socialiste » publiait le texte du « contrat de progrès » soumis à la discussion des représentants syndicaux des usines Berliet.

Ce contrat est maintenant signé par l'ensemble des organisations syndicales, C.G.T. comprise. Il est vrai qu'ici les syndicats ont posé, au préalable à leur signature, la suppression des clauses anti-grève. Et qu'ils ont obtenu gain de cause.

Ceci parce que la direction de Berliet avait besoin de ce contrat. Elle avait besoin de s'assurer deux années de « paix sociale » pour démontrer à Fiat que Berliet peut être un « grand » du poids

lourd européen dans le trust Fiat-Citroën-Berliet.

Après la construction de l'usine du Bourg, qui va encore s'agrandir, on met en chantier une usine de boîtes de vitesses près de Saint-Etienne et l'on va construire une usine de ponts dans la plaine de Saint-Priest. La direction prévoit également l'achat de terrains dans la région lyonnaise pour agrandir ses unités de production.

Un vaste programme, autofinancé pour l'essentiel, qui ne peut se réaliser sans calme social et sans augmentation des cadences. Aussi la direction s'inscrit-elle tout à fait dans la ligne de la « nouvelle société », des rapports de « type nou-

veau » avec les dirigeants syndicaux, bref, de l'intégration.

Et s'il n'y a pas de clause anti-grève explicite, la clause morale, elle, est évidente. Pour la mise en condition idéologique des travailleurs, la direction est prodigue en tracts : elle en a produit une quarantaine dans les six derniers mois !

Les travailleurs de Berliet ne pourront donc s'opposer à la direction que s'ils sont solidement unis dans leur lutte. Or, la mobilisation globale sera désormais difficile. Car toutes les revendications d'ensemble (salaires, temps de travail, statut social) sont traitées dans le

contrat. Si bien que désormais les organisations syndicales ne pourront se battre que sur des revendications catégorielles et accessoires.

De plus, il ne faut pas se dissimuler que les avantages consentis par le contrat peuvent avoir des effets démobilisateurs. Seul le problème des cadences — que la direction aura la tentation d'accélérer — semble pouvoir désormais susciter une lutte globale.

Encore faudra-t-il maintenir le niveau de mobilisation malgré la belle « carotte » offerte par la direction. La tâche sera dure pour le groupe politique.

Grève au Famiprix

Gérard Schaafs

Le 27 décembre :

Après plusieurs démarches auprès de la direction pour obtenir satisfaction de ses revendications, le personnel du Famiprix de Vigneux décide de faire grève. La grève est votée à 100 % par le personnel (sauf l'encadrement).

Un appel à la population est diffusé demandant à la population de **boycotter le magasin** (ce qui n'est pas si courant !).

Pour toute réponse, la direction fait appel à du personnel extérieur et ouvre le magasin.

La grève se poursuit les 28, 29, 30 et 31 décembre. A chaque reprise de travail, le personnel reconduit la grève et une délégation se présente à la direction. L'inspecteur du travail est en « vacances ».

Le 31 décembre :

Un nouveau tract circule, donnant des précisions sur les conditions de rémunération et les revendications du personnel.

Il est fait état de l'utilisation de personnel « jaune » par le Famiprix.

L'union locale des syndicats C.G.T. décide de réunir l'ensemble des organisations syndicales, familiales et politiques de Vigneux pour former un comité de soutien.

Le 2 janvier :

A 11 heures, réunion des organisations pour former le comité de soutien ; sont représentés :

— les syndicats des Sablières de la Seine, des communaux de Vigneux, des cheminots retraités, le S.N.I. ;

— la municipalité (communiste) ;

- le P.C.F. ;
- le P.S.U. ;
- l'U.P.F. ;
- l'Union des femmes françaises ;
- les amicales de Locataires (qui mèneront une action parallèle et ne feront pas partie du comité de soutien) ;
- la J.C., les Jeunes filles de France ;
- l'union locale C.G.T.

A cette réunion, un certain nombre d'informations sont données.

1) **Sur les salaires :**

— une vendeuse deuxième catégorie, une caissière touchent 680 francs pour 45 h 30 ! (770 francs au Suma par exemple) ;

— une vendeuse première catégorie (textile) gagne 750 francs pour 45 h 30 (1.235 francs au Suma !).

2) **Sur les revendications :**

- le personnel demande 5 % d'augmentation ;
- la direction propose 2 % à valoir sur un accord en cours de négociation à l'échelon national !

3) **Sur les méthodes commerciales de la direction :**

Après avoir tenté, vainement, de rendre les caissières responsables des vols commis, le directeur a trouvé un autre truc, bien dans le genre de la « nouvelle société » que l'on nous prépare : chaque vendeuse qui dénonce un vol est appelée à la direction. Il lui est demandé alors de choisir entre 5 enveloppes. Chacune d'elles contient une somme d'argent allant de 10 francs à 50 francs ! C'est tout.



Collombert

A l'issue de la réunion, le comité de soutien est formé. Il est envisagé :

— d'envoyer une délégation à la préfecture pour faire bouger un peu l'inspecteur du travail (la délégation a été reçue le vendredi après-midi) ;

— de diffuser un appel à la population ;

— d'organiser un rassemblement devant le Famiprix avec prise de parole et collecte pour aider les grévistes.

Le samedi 3 janvier :

Une voiture avec haut-parleur appelle la population au rassemblement. Vers 17 h 30, 250 à 300 personnes sont réunies devant le Famiprix. Prise de parole, puis le secrétaire de l'union locale donne

l'ordre de dispersion. Les gens hésitent, puis s'en vont.

Action de la section P.S.U. Dans une grève de ce genre, prise en main solidement par la C.G.T., le P.C. et la municipalité, nous ne pouvons pas faire grand-chose. Sinon participer, sans illusions, aux appels « unitaires ». Notre action aurait été bien différente si un de nos militants avait travaillé dans ce magasin. A noter que certaines propositions d'action n'ont pas été mal accueillies : remplissage systématique des caddies et abandon de ceux-ci au milieu du magasin, blocage des caisses par de nombreux menus achats avec des grosses « coupures », etc.

Nous vous tiendrons au courant des développements éventuels de cette action.

L'impérialisme sauvage

Jacques Malterre

M. Pompidou ne voit guère de secousses en 1970. Les Français peuvent continuer de se rendormir. Toujours un peu repliés sur eux-mêmes, vaquant à leurs affaires, ils oublient que nous vivons dans un monde en pleine crise dont plus personne n'ose seulement décrire le dénouement.

1969 est une année faste... pour les empires capitalistes. Tous les records ont été battus : record de la production mais aussi de la montée des prix, record des échanges internationaux mais aussi de la spéculation sur les monnaies, record des profits mais aussi de la montée du prix de l'argent.

Deux faits sont particulièrement significatifs : jamais les taux d'intérêt n'ont été aussi élevés, il faut que M. Giscard d'Estaing relève le taux considéré comme usuraire et donc condamné par les tribunaux parce qu'il est dépassé tous les jours ; jamais les masses de capitaux qui se bousculent d'une capitale à l'autre n'ont atteint de telles sommes : la spéculation attire en Allemagne 20 milliards de marks, la réévaluation renvoie hors d'Allemagne 20 milliards de marks. En quelques semaines, le mark triomphant (cf. la couverture d'un hebdomadaire) devient le mark menacé qu'il faut soutenir en catastrophe.

Les forces capitalistes déchaînées

A la fin de 1968, beaucoup d'éminents experts prévoient une récession en 1969. On a eu le boom le plus prodigieux de l'histoire.

Sauf en Grande-Bretagne, la production a augmenté dans tous les pays capitalistes à un taux record ; pour satisfaire la demande, les patrons ont investi à tour de bras en employant une partie de leurs énormes profits. Les grosses firmes gorgées d'argent ont racheté un nombre considérable d'autres entreprises. La concentration s'accroît, ce qui accroît sans cesse le pouvoir de décision de quelques centaines de groupes industriels entre les mains desquels repose de plus en plus le sort de l'économie mondiale.

Les échanges entre pays capitalistes développés ont fait un bond en avant. Les U.S.A. ont accru leurs importations de 26 % ! L'Allemagne de 20 %.

Pour accroître la production, tout le monde emprunte et pour faire face aux charges financières on

augmente allègrement les prix. Pour la première fois, les prix à la consommation ont augmenté de 6 % aux U.S.A. comme en Allemagne, les deux paradis de la stabilité.

L'impuissance des Etats

Jusqu'ici la croissance capitaliste était régulièrement maîtrisée, soit par une action de stabilisation, soit par l'insuffisance de la demande. Or ces deux limites ont également sauté.

Aux U.S.A., Nixon avait promis la stabilité des prix et la fin de l'inflation, il a jusqu'ici complètement échoué. Il a bien imposé quelques restrictions de crédit mais les Américains ont emprunté dans le monde entier ; il a réduit un peu le rythme des dépenses publiques mais les consommateurs ont utilisé leurs épargnes ; les dépenses pour le Vietnam et les dépenses des entreprises ont fait le reste.

Aujourd'hui, le Président rappelle les dangers de l'inflation mais personne ne l'écoute. Le pouvoir est divisé. Nixon veut faire des économies mais le Congrès accroît les budgets. Nixon demande aux banquiers de restreindre les prêts mais le monde des capitalistes fait pression dans l'autre sens ; aucune politique cohérente n'est plus possible. D'ailleurs tout le monde a peur : peur d'avoir été trop loin et de provoquer une crise dramatique en voulant seulement freiner un peu la machine.

L'incohérence de la politique



Agip

allemande n'est pas moins grande que celle des Etats-Unis. Tout le monde admet aujourd'hui que la réévaluation du mark a été décidée trop tard et qu'elle n'est pas efficace pour réduire la montée des prix. Le patronat allemand a augmenté ses investissements de 23 % de plus qu'en 1968, et il doit faire face à de fortes hausses de salaires ; il a donc bien l'intention, lui aussi, de « récupérer » en augmentant ses prix.

En Angleterre la situation est aussi paradoxale. Wilson comptait sur une sage politique des revenus et sur la stabilité des prix pour séduire le pouvoir d'achat et accroître les ventes à l'étranger. Sa politique a réussi... avec un processus complètement différent. Les grèves sauvages se sont multipliées, les salaires nominaux ont augmenté mais les prix ont monté encore plus vite annulant le pouvoir d'achat distribué. Résultat : les salaires réels n'ont pas changé depuis deux ans, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 19 % en 1969 et les exportations se développent, ce qui permet de raffermir la monnaie nationale.

Incohérence des politiques nationales, échec de toutes les politiques concertées de revenus, voilà où en est le monde capitaliste. Partout les forces économiques contrôlées par les trusts internationaux jouent l'expansion sans règles et mettent en échec les pouvoirs publics lorsque ceux-ci, inquiets pour « l'avenir du capitalisme » s'efforcent de mettre un peu d'ordre.



Les syndicats désorientés

Les grands du syndicalisme mondial, c'est-à-dire les puissantes organisations américaines, anglaises et allemandes, sont obligés de réviser rapidement leurs analyses et leurs politiques.

Jusque vers 1967, ils pouvaient espérer avoir une stratégie revendicative pour les salaires adaptés à une croissance régulière, elle-même contrôlée par les Etats.

Tous les deux ans, ils négociaient - avec âpreté - des conventions collectives qui permettaient aux salariés des grandes industries de profiter de l'expansion générale. L'inflation mondiale, les brutales variations de productivité ont cassé cette stratégie et les syndicats ont perdu en grande partie le contrôle de leurs troupes. A titre d'exemple, rappelons que de 1964 à 1967 il y a eu 85 grèves officielles en Angleterre et... 2.250 grèves sauvages. Les fédérations sont contraintes en fait de lâcher la bride aux syndicalistes de base avec pour consigne de ne pas perdre pied et d'essayer de suivre le mouvement.

Les gouvernements, de leur côté, ont perdu presque tout espoir d'imposer des « normes-guides » aux accords de salaires.

Ils s'efforcent seulement de garder le contrôle de l'évolution des rémunérations dans les secteurs publics et nationalisés. Le freinage de ces revenus reste leur ultime ressource pour influencer la conjoncture, car ils ne croient plus guère aux autres moyens.

Incertitude accrue

Au début de 1970 les officiels sont encore incapables de faire des pronostics sur ce que sera l'évolution économique au cours de l'année. Et ceci est très inhabituel.

Il y a six mois on estimait, dans les milieux « sérieux », qu'enfin 1970 serait l'année de la stabilisation et de la sortie du cauchemar inflationniste. Les gens « sérieux » sont maintenant moins sûrs de leurs prévisions. Car il y a eu quelques grains de sable dans la mé-

canique. Les consommateurs, les patrons et les salariés ne se sont pas comportés comme prévu. Et cela fait beaucoup de monde.

Les salariés d'abord ne veulent pas faire les frais de l'économie sauvage. A la lecture des journaux ils ont appris que les bénéfices atteignaient des records, et ils ont demandé, avec colère, si on se moquait d'eux. Le développement des luttes ouvrières, surtout en Allemagne et en Italie, a bousculé le jeu capitaliste tout en lui permettant de continuer.

Pour conserver l'essentiel de ses pouvoirs, le patronat de ces deux pays a lâché assez facilement sur les salaires. Comme Pompidou et le C.N.P.F. à Grenelle. Après tout, depuis Grenelle, le patronat français ne se porte pas si mal. La leçon a été comprise.

Du même coup on s'attend à un vigoureux développement de la consommation dans les deux pays les plus peuplés du Marché commun. Cela va permettre aux entreprises anglaises et françaises d'accroître leurs exportations.

Lorsque Giscard d'Estaing lançait son plan de redressement, il avait en tête la crainte d'une récession mondiale. Aujourd'hui, il est moins pessimiste et il peut se permettre de lâcher un peu de lest, ce qui arrange bien l'U.N.R., d'où les retrouvailles entre les clans de la majorité.

Mais l'inconnue majeure est américaine. En principe, depuis deux ans, comme on l'a dit plus haut, l'Etat s'efforce de tempérer l'évolution jugée trop rapide, mais les consommateurs préfèrent réduire leur épargne plutôt que de réduire leur train de vie, et le patronat continue à jouer l'expansion et fait pression sur le Parlement pour que celui-ci allège les impôts tout en augmentant les dépenses.



Les milieux capitalistes américains savent qu'une crise économique aurait des conséquences sociales et politiques très graves. Déjà la société américaine perd confiance dans ses objectifs ; elle ne dépasse ses contradictions que dans une course folle à l'enrichissement matériel qui satisfait les « bons » Américains. Que celle-ci s'arrête et tout peut arriver.

De plus, les trusts américains qui empruntent à 10 ou 12% ne



peuvent faire face à ces charges que si production et prix augmentent rapidement. En cas d'arrêt ou même de pause, de nombreuses affaires seraient en difficulté.

Les années 70

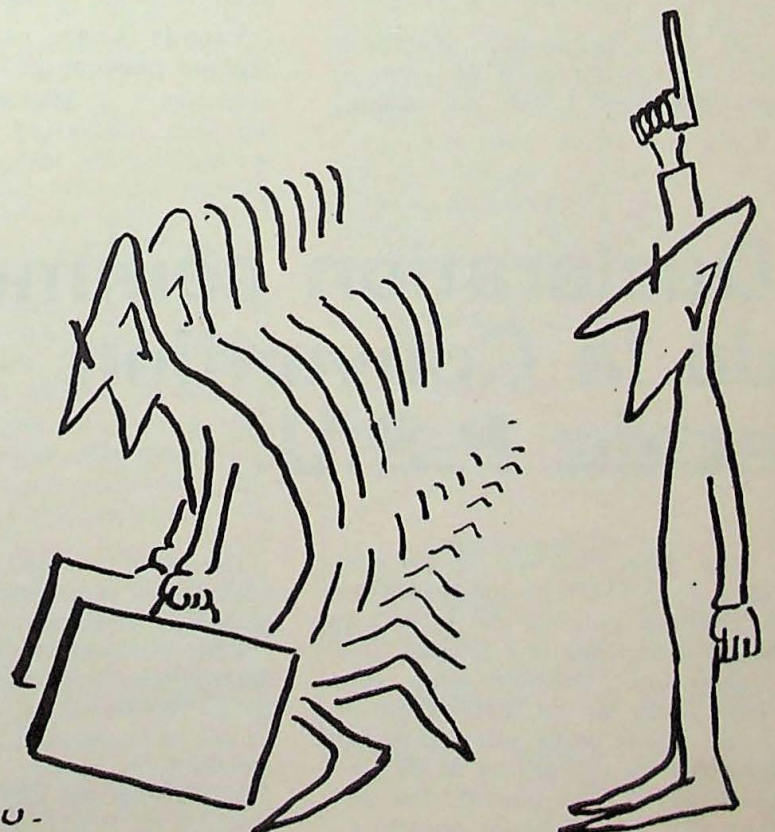
Lorsque les taux d'intérêt atteignent des chiffres très élevés, seules les entreprises qui contrôlent leur marché et donc leurs prix sont assurées de s'en sortir. C'est peut-être ce qui explique l'optimisme des grands capitalistes américains. Ils espèrent dominer de plus en

plus les entreprises américaines moyennes et les firmes européennes moins rentables. Ces dernières ne peuvent lutter que si les pouvoirs d'Etat viennent à leur aide.

Il faut que tout leur soit subordonné ; c'est le sens dans lequel s'oriente aussi bien le VI^e Plan français que la politique industrielle de Wilson. Dans cette course au pouvoir économique mondial les autres objectifs ne peuvent être que sacrifiés ou réorientés : seuls seront favorisés les équipements collectifs qui améliorent « l'environnement » des firmes, cela veut dire en clair les équipements utilisés à bon prix par les grandes entreprises ; les revenus directs seront favorisés par rapport aux revenus redistribués en fonction de critères sociaux ; la fiscalité sera de plus en plus légère pour les entreprises afin de favoriser l'accumulation du capital.

Ainsi la veut la loi de l'économie sauvage. Il n'est pas bon de verser des larmes sur les petits paysans prolétarisés et sur les travailleurs immigrés surexploités, sur les commerçants ruinés et sur nos villes mises à l'encan. La dynamique capitaliste internationale broie les groupes sociaux. Elle prépare une société sauvage où les plus forts auront de larges satisfactions, une société « nouvelle » simplement parce qu'elle sera différente, une société de progrès où le progrès sera aveugle. □

A VOS MARKS PRÊTS ..



- BAROU -

Lettre à Waldeck Rochet

Chers camarades,

Votre lettre du 6 janvier 1970 soulève toute une série de questions importantes pour l'ensemble du mouvement ouvrier français, auxquelles on ne saurait répondre par de simples considérations d'opportunité ou de tactique. C'est pourquoi nous voudrions vous faire part d'un certain nombre d'observations portant sur le fond :

1) Nous nous étonnons que vous ayez envoyé votre proposition au parti radical, dont les attaches avec le grand capital et les positions « centristes » sont connues de tout le monde.

2) Nous constatons que votre lettre fait de la recherche d'un rassemblement majoritaire autour du parti socialiste et du parti communiste l'axe essentiel de la politique unitaire. Or, il nous semble que dans les circonstances actuelles, il est moins que jamais possible de réduire l'unité des travailleurs à des accords électoraux entre les directions des organisations. A notre sens, la politique unitaire doit essentiellement prolonger sur le plan politique les luttes ouvrières, paysannes et étudiantes d'aujourd'hui.

3) Votre proposition d'élaboration d'un programme commun de gouvernement laisse par ailleurs

dans l'ombre le problème des conditions et des formes de la lutte pour le pouvoir.

4) Enfin, nous devons remarquer que vos propositions d'action commune contre la politique réactionnaire du pouvoir, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international, restent fort imprécises quant au contenu, aux mots d'ordre et aux formes de ces actions.

Ces quelques observations ne visent pas à récuser les discussions que vous proposez. Elles cherchent au contraire à montrer la nécessité et l'urgence de débats ouverts et loyaux, portant sur les enjeux fondamentaux de la période. Aussi, comme nous l'avons fait avec d'autres organisations à plusieurs reprises, nous répondons favorablement à votre suggestion d'une rencontre commune de nos deux organisations.

Elle permettra certainement d'apporter des précisions sur l'orientation que votre congrès aura adoptée, en même temps qu'elle permettra d'éclairer les conditions d'une rencontre multilatérale.

Recevez, chers camarades, nos salutations socialistes.

Pour le Bureau national, le Secrétaire national du P.S.U.,

Michel ROCARD.

Déclaration commune de la Convention et du P.S.U.

Une délégation du bureau politique de la C.I.R. et une délégation du bureau national du P.S.U. se sont rencontrées le 8 janvier 1970.

Elles ont confronté leurs vues respectives sur la façon d'affronter le régime et de lutter contre sa politique de répression et de participation qui se couvre des slogans sur la « nouvelle société ».

Elles sont tombées d'accord pour souligner l'importance des luttes ouvrières et paysannes actuelles.

Elles ont reconnu l'existence de divergences importantes sur certaines formes de la lutte socialiste et sur la conception de l'unité du mouvement ouvrier et socialiste. Ces divergences ont amené la délégation du P.S.U. à repousser les

propositions de la C.I.R. de participer au « congrès d'unification de juin 70 » ou au colloque de la gauche nouvelle, et à renouveler les propositions d'action commune qu'avait fait le conseil national du P.S.U.

Les deux délégations ont confirmé leur intention de mener des campagnes communes sur trois terrains où il importe de faire obstacle à la politique gouvernementale face à l'impérialisme américain, face à la conception capitaliste du pouvoir dans l'entreprise et face à toutes les formes de spéculation qui livrent le cadre de vie au capitalisme, tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

Elles ont décidé d'engager immédiatement des actions à la base sur ce dernier thème : leurs groupes locaux prendront contact pour rechercher — éventuellement avec d'autres organisations — les méthodes de contestation à développer dans les secteurs où la loi capitaliste menace le plus les conditions de vie des travailleurs français et immigrés (spéculation foncière, cumuls de terres, logement, rénovation, transports, etc.).

Elles ont convenu de se retrouver pour poursuivre le débat sur le contenu précis des deux autres thèmes, sans exclure, éventuellement, d'autres domaines d'intervention. □

Communiqué

Le Groupe d'étude pour la défense et la rénovation permanente de l'école maternelle, qui s'est formé à l'initiative de Rénovation Syndicale (cf. « Rénovation Syndicale », Correspondance : 94, rue Notre-Dame - -des - -Champs, Paris VI^e) et qui a déjà recueilli l'adhé-

sion de psychologues, de médecins, de parents d'élèves, d'éducateurs de tous niveaux et de toutes tendances, fait connaître qu'il poursuit son action. Il tiendra prochainement son assemblée générale constitutive et projette une première journée d'étude dans le courant du trimestre. □

MICHEL ROCARD

le
P.S.U.

et l'avenir socialiste
de la France

P
POLITIQUE



SEUIL

- Prix du volume 4 F au lieu de 4,50 F pour toute commande supérieure à dix volumes.
- Commandes à « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris-15^e, C.C.P. 58 26 65 Paris.

WIE

quotidienne

Les confessionnaux

Michèle Descolonges

Une fois exprimé le mépris politique que l'on a pour certaines manifestations culturelles, ou certains comportements, on croit en avoir fini parce que l'on a décidé que les choses importantes et décisives se passent ailleurs.

Certes, les affrontements décisifs sont collectifs et se produisent sur les lieux de la production. Tenter de s'approprier la maîtrise de son propre travail est pour un individu le début de la marche vers la liberté, puisque c'est là que se situe l'aliénation.

Cependant, les individus ressentent confusément que « quelque chose ne va pas » dans leur vie quotidienne, ou se heurtent à des difficultés dans leurs relations quotidiennes, et ces difficultés sont considérées en elles-mêmes, comme si elles étaient isolées et sans lien.

Un véritable marché s'est créé qui veut résoudre les problèmes quotidiens. Ce sont les confessionnaux : les courriers de toute sorte, du cœur, juridique, professionnel, de la beauté, les conseillers matrimoniaux, etc.

Elle boit pas, elle fume pas, elle drague pas, mais elle cause...

C'est le titre du prochain film de Michel Audiard, inspiré indirectement par Ménie Grégoire.

Chacun a entendu au moins une fois Ménie Grégoire officier sur les antennes de R.T.L. Si elle « cause » beaucoup, elle continue à écrire, entre autres dans « Marie-Claire », « le magazine du couple ». Il y a cinq ans, elle écrivait régulièrement dans la revue « Esprit ». Elle est la manifestation typique du manque d'analyse scientifique, d'analyse marxiste, et qu'elle soit devenue, en cinq ans, la dame confesseuse de la France n'a rien d'étonnant.

Croire, ou faire semblant, qu'une société correspond instantanément aux volontés des individus, qu'il suffit que des individus fassent leur révolution intérieure pour changer la société est une mystification. C'est pourtant ce que veut nous faire croire Ménie Grégoire dans « Le métier de femme » : « Tous ces réflexes collectifs laissent penser qu'une Fran-

çaise, bien avant de se situer au niveau du groupe, se situe à celui du couple et de la maison. La « réalisation personnelle », si elle se heurte aux intérêts majeurs de cette société élémentaire, devra céder le pas, faute de quoi le conflit prendra une intensité dramatique et se chargera de culpabilité. C'est, parce qu'elles se situent d'abord à ce niveau de société privée, que les Françaises répugnent à la lutte et à l'association. Il s'agit d'un choix délibéré d'un troc d'intérêts. Et ce choix d'être d'abord l'élément stable du couple freine notre évolution. Cette évolution se fait, mais elle n'ira que jusqu'où nous voulons qu'elle aille. Si nous lui posons des bornes, ce n'est pas faute de savoir qu'on peut pousser plus loin et que d'autres femmes le font ; c'est parce qu'un certain équilibre nous convient. »

Il suffit, selon Ménie Grégoire, « de vouloir être ce que nous sommes » (« Esprit », mars 64) pour atteindre la liberté. « C'est-à-dire quoi ? Des êtres qui ne vivent pas seulement au singulier mais au pluriel toute leur vie ; des êtres qui ne meurent pas s'ils sont continués par d'autres sortis d'elles (les femmes), non seulement par leur corps mais par leur équilibre même, des êtres chargés de ce cercle magique : amour, enfant, maison, vieilles fripes, tas de chiffons qui sont ceux de notre nid humain, où l'on naît, où l'on se refait, où l'on vit et où l'on couche, comme sous la paille du chien, les trésors jamais nommés qui sauvent l'homme de la solitude et du désespoir. Rien de tout cela ne nous aliène, si ce choix est conscient, volontaire. »

Comme si nous étions maîtres de l'aliénation et qu'il suffise d'un effort de volonté pour qu'elle cesse. Comme si l'aliénation était un phénomène psychologique, intérieur, une affaire de sentiments.

Eux aussi nous écrivent

Ceux qui écrivent à Ménie Grégoire, à Marcelle Ségol, à Robert Cauchois expriment ce qui les préoccupe objectivement. Leur vie affective, quotidienne sont des problèmes réels, mais le circuit d'expression qui a été instauré, les

En janvier dans

marie claire

DÉFENSE DE VIEILLIR

un grand article de Ménie Grégoire

« Vieillir dès la quarantaine, abandonner chaque jour des lambeaux de soi-même, avec ce qui s'y accroche : amour, bonheur, succès, ce n'est plus le destin...

Homme ou femme,

nous avons le moyen de refuser la déchéance... »

Si vous voulez TOUT SAVOIR sur les dernières méthodes de rajeunissement, n'oubliez pas d'acheter le prochain « Marie-Claire ».

termes en lesquels ces préoccupations sont posées empêchent toute résolution.

Car il existe un circuit qui va se développant, dont les femmes ne sont pas les seules clients. Les journaux tels que « Ici-Paris », et « Paris-Flirt » ouvrent largement leurs colonnes aux courriers des lecteurs. Le journal « Les Parents » existe depuis moins d'un an. Le magazine du planning familial est maintenant en vente publique. Les conseillers matrimoniaux, conjugaux, les guides des fiancés pullulent.

Contre paiement on obtient des médecins des remèdes qui n'ont d'autre objectif que rassurer.

Rassurer, se faire reconforter par quelqu'un dont c'est la fonction. Certes, le marché prend de l'envergure, et par marché j'entends rapport financier. Mais le fait nouveau, c'est que le confessionnal est devenu un phénomène national : les peines de cœur de la jeune fille dont les parents ne veulent pas d'un Noir pour gendre ont fait palpiter des millions d'auditeurs de R.T.L. pendant une semaine. Et chacun de prendre partie pour ou contre, mais personne ne reste indifférent. Cela devient le vrai problème, le véritable événement, car il atteint : chacun a ressenti un jour ou l'autre une peine de cœur, chacun s'est trouvé affronté à des sentiments impossibles, ou à des individus invivables.

Les gens ont besoin de se confier et qu'on s'occupe d'eux, d'avoir une importance. Ecrire et voir sa lettre dans un journal ou lue à la radio confère cette importance.

En même temps l'anonymat du confesseur assure qu'un jugement

sera rendu, mais que cela n'engage qui que ce soit. Ecrire à quelqu'un qui ne connaît rien de soi, déballer devant un conseiller tous ses problèmes, c'est remettre aux mains de quelqu'un qui a pris cette fonction, ou à qui l'on attribue cette fonction, de juger et de trouver des solutions ; c'est refuser tout affrontement et tout engagement ; c'est penser qu'il existe une solution à tout problème, que cette solution quelqu'un la détient et qu'il n'est pas besoin de lutter.

On voit les implications politiques immédiates : la recherche de guides conduit à l'amollissement, voire à l'absence de luttes. D'autre part est-il évident qu'un changement de rapports de production entraînera automatiquement une modification des rapports sociaux ? On peut penser que progressivement, par une nouvelle éducation, par des luttes entraînant un nombre croissant d'individus, que le besoin d'agir sans s'engager s'éteindra bien après la disparition du marché qui exploite ce besoin. Mais suffit-il de mener des luttes sur le terrain de la production ? Et quelles formes adopter ?

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

luttons étudiantes

Les responsabilités du mouvement

Albert Rousselles

L'année universitaire 67-68 a été, sans conteste, l'année de l'Université « rouge ». Berkeley, Paris, Rome, Berlin, Madrid, partout la remise en question du système de formation et d'éducation capitaliste et le soutien conséquent à la révolution vietnamienne sont à l'ordre du jour. De larges masses étudiantes ont basculé du côté de la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste. Organisées et structurées par les groupes situés à la gauche du P.C.F., elles redécouvrent la solidarité internationale et les luttes de masse.

Deux ans après, la situation des mouvements étudiants est loin d'être aussi brillante. Les cadres unitaires d'action nationaux que s'étaient donnés les mouvements (S.D.S. - Movimento italien, etc.) ont disparu. Incapables de trouver — sans la classe ouvrière — une issue révolutionnaire aux luttes qu'ils menaient, les mouvements étudiants ont tous connu les déviations spontanistes ou ouvriéristes qui les coupaient de leur base de masse à l'Université. Réduits à leur plus simple expression (cartels de groupes politiques), incapables d'analyser clairement leur propre situation, les mouvements étudiants étrangers ont éclaté en d'innombrables groupes agissant localement.

Des symptômes internationaux

Aujourd'hui on dit communément qu'il n'existe plus de mouvement étudiant italien, que le S.D.S. (allemand) n'existe plus que dans telle ou telle ville, que le S.D.S. (U.S.A.) s'est volatilisé, qu'on ne compte plus les innombrables tendances des Zengakuren (Japon).

● Le mouvement étudiant français a connu et connaît le même développement interne que les mouvements étrangers. On peut situer approximativement sa phase d'expansion dans la période 66-68. Les luttes contre le Plan Fouché, la combativité ouvrière accrue ont favorisé plus que partout ailleurs le développement de luttes de masse anticapitalistes à l'Université. Mai 68 a exprimé d'une manière très nette les am-

biguités et les limites du mouvement étudiant. Que la grande majorité des étudiants du mouvement participent à la fois aux commissions pédagogiques (qui ont préparé dans une certaine mesure la loi Faure et aux affrontements de rue contre l'appareil d'Etat bourgeois montre bien l'oscillation perpétuelle des étudiants représentant des couches petites bourgeoises entre le réformisme et l'engagement révolutionnaire. Dans une période où le rapport de forces entre la bourgeoisie et les travailleurs n'est pas caractérisé d'une manière claire, et où la bourgeoisie fait tous ses efforts pour intégrer les contestataires de l'Université (loi Faure participation) et isoler les noyaux les plus durs (répression) du mouvement étudiant, le mouvement étudiant français connaît les mêmes symptômes que les mouvements étrangers. L'année 68-69 est à cet égard extrêmement significative. De la grève active aux soubresauts opportunistes de la Ligue communiste, en passant par la constitution de la fraction réformiste droite UNEF-Renouveau et par les divagations spontanistes, le mouvement étudiant français a vécu dans un court laps de temps toutes les maladies infantiles du mouvement étudiant. Les plus caractéristiques sont : l'autoproclamation comme avant-garde de masse (le mouvement révolutionnaire se confond avec le mouvement étudiant), le repli sur le mythe de la construction du parti révolutionnaire (analyse de la situation universitaire en fonction des nécessités de l'organisation politique) ou la défense sans principe des revendications étudiantes.

● Néanmoins, pendant cette période, bien que minoritaires à l'intérieur du mouvement étudiant, les militants étudiants du P.S.U. ont défendu les principes proposés au Congrès de Marseille de l'UNEF : donner une orientation anticapitaliste et anti-impérialiste stricte au mouvement étudiant, lui proposer des formes d'organisation susceptibles de permettre des affrontements avec le pouvoir d'Etat dans des conditions favorables.

● Cette politique a évité la dégénérescence totale du mouvement étudiant et empêché les réformistes de s'emparer des restes de son organisation. Elle s'appuie sur le fait qu'avec la crise des structures de l'enseignement français les conditions objectives d'un mouvement étudiant de masse sont encore réunies.

Organisation de masse et mouvements de masse

● La rentrée universitaire 69 a confirmé cette analyse. La rentabilisation capitaliste de l'Université, les mesures d'austérité qui frappent les facultés non rentables, l'adaptation des structures de formation aux besoins immédiats du patronat, la sélection insidieuse et totalement anarchique provoquent le mécontentement généralisé des étudiants. Des mouvements importants se sont développés au cours du premier trimestre, sur des bases universitaires mais remettant objectivement en cause l'organisation capitaliste de la formation, de la sélection, etc.

● Les étudiants, un moment illusionnés sur leurs possibilités d'organiser leur université, leur formation, leurs examens, se rendent compte de l'impuissance des conseils, mais aussi de leur propre incapacité à trouver des solutions à la crise des structures de formation. Mais ils ne peuvent seuls surmonter cette contradiction, se placer sur le terrain politique, c'est-à-dire réclamer le contrôle des travailleurs sur la formation. Isolés, incapables d'avoir des bases programmatiques claires, les étudiants tombent rapidement d'un réformisme dans l'autre, des conseils de gestion aux revendications « économiques » de l'A.J.S.

● Il serait volontariste de prétendre que l'UNEF a su ou a pu organiser les luttes de masse qui se sont développées au cours du premier trimestre. La résolution universitaire de la C.N.E. du 30 novembre analysait fort justement qu'il existe — dans la conjoncture actuelle — une dichotomie entre l'organisation de masse et les mouvements de masse qui se développent. Cette situation tient es-

sentiellement à l'affaiblissement du courant révolutionnaire, après la période de dégénérescence de l'après-Mai, à l'intérieur de l'organisation étudiante, à son incapacité à affirmer dans la pratique sa ligne politique et surtout au démantèlement des structures locales de l'organisation étudiante. Toutefois les formes de lutte adoptées par les étudiants pendant la grève en médecine, en lettres, etc., les comités de grève, les comités d'amphi ont montré la volonté des étudiants de s'organiser pour mener les luttes. Là encore, l'analyse des militants du P.S.U. sur la restructuration de l'UNEF se vérifie : celle-ci ne se fera que dans la lutte et non de manière bureaucratique.

Les tâches dans la conjoncture actuelle

● Proposer au mouvement étudiant un cadre unitaire d'action et des axes de lutte anticapitaliste et anti-impérialiste clairs.

● Organiser un travail politique prolongé sur des thèmes nationaux d'action qui permettent une propagande socialiste et un affrontement avec le pouvoir d'Etat bourgeois.

● Prendre l'offensive politique, sans se mettre à la remorque des luttes étudiantes, corporatistes.

Voilà les tâches du mouvement étudiant.

C'est dans cette perspective que les militants du P.S.U. abordent la rencontre nationale de l'UNEF du 24 janvier, qui sera sanctionnée par le collectif de l'UNEF le 25 janvier. Située au début du second trimestre, cette réunion nationale ne peut que permettre d'organiser des batailles unifiantes face à la stratégie diversifiée du pouvoir. La possibilité de restructurer le mouvement étudiant se joue dans cette année universitaire ; chacun doit répondre aujourd'hui clairement à la question : où va le mouvement étudiant ? Et engager en conséquence les batailles qui s'imposent, sous peine de subir le sort des mouvements étudiants européens et de faire reculer les positions des socialistes dans les couches petites bourgeoises.

Racisme et lutte de classes

Henry Rosengart

Contrairement au mythe imposé par les idéologues bourgeois, le racisme ne fait pas partie d'une hypothétique « nature humaine » éternelle et indépendante des structures socio-économiques. Au même titre que les autres aspects de l'idéologie dominante, le racisme est intrinsèquement lié à **tout** système fondé sur une division sociale du travail (comme le capitalisme ou le système instauré en Europe orientale), c'est-à-dire à **tout** système reposant sur l'antagonisme insurmontable dirigeants-dirigés, dominants-dominés, exploitants-exploités. De tous les mythes qui ont pour but de masquer les contradictions internes au système et d'empêcher toute prise de conscience qui déboucherait sur son renversement, le racisme est le plus puissant dont disposent les classes dominantes pour imposer leur domination. C'est le racisme qui a permis, en 1914-1918 (chauvinisme, xénophobie), d'anéantir la conscience de classe du prolétariat européen. C'est lui qui a permis à Hitler de dominer le peuple allemand. C'est contre lui que l'avant-garde révolutionnaire américaine doit lutter avec le plus d'acharnement. C'est lui qui permet à la bourgeoisie de diviser travailleurs nationaux et immigrés...

Racisme « anti- » et racisme « pro- »

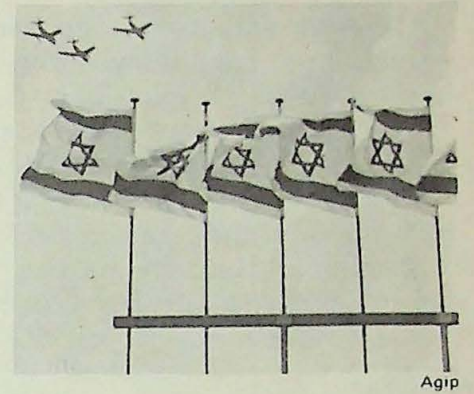
Autrement dit, la lutte antiraciste n'est pas accessoire ; encore faut-il avoir compris ce qu'elle implique... Ce n'est pas un hasard si la dénonciation petite-bourgeoise du racisme ne dépasse jamais les limites imposées par l'humanisme libéral. Le fait que le racisme ne soit jamais « combattu » par ces humanistes que sous sa forme « racisme anti- » (racisme anti-Noir, anti-Juif, anti-Arabe, etc.) est à lui seul révélateur. Il est pourtant évident que le racisme hitlérien ne s'exprimait pas seulement comme anti-Juif, anti-Noir, anti-Slave, etc., mais **tout autant** comme racisme pro-Aryen. De même, le racisme anti-Juif d'un Drumont ou d'un Bernanos s'accompagnait d'une apologie de la « race française » (sic). De même, la xénophobie est inséparable du chauvinisme. Aussi le thème du « sang » (« Le sang français coule ! », « Le sang allemand, ou aryen coule ! », « Le sang américain coule ! », etc.) a-t-il été utilisé constamment par la bourgeoisie pour mobiliser les masses et stigmatiser l'opposition (« Traîtres ! Alors que le sang français coule ! », etc.), notamment par la réaction française en 1914-1918 et durant la guerre d'Algérie ; par la réaction allemande au cours des deux guerres mondiales ; par la réaction américaine, soucieuse de désamorcer l'opposition croissante à la guerre du Vietnam...

Bien entendu, les dirigeants « socialistes » ne sont pas les derniers à utiliser cette recette éprouvée : c'est ainsi que M. Dov Barnir, membre du bureau politique du parti israélien

MAPAM, va jusqu'à écrire textuellement : « Le sang juif coule », dans une publication récemment éditée par une revue sioniste socialiste française. Et, de même que les sionistes font du racisme pro-Juif (ainsi Karl Marx est-il considéré par eux comme un « renégat »), les réactionnaires arabes font, de leur côté, du racisme pro-Arabe (ou pro-islamique). Aussi ne faut-il pas s'étonner si le racisme pro-Juif débouche si facilement sur le racisme anti-Arabe (lutte contre la « levantisisation » d'Israël, législation raciste anti-Arabe, contradictions entre Juifs d'origine européenne et Juifs d'origine nord-africaine, etc.). A l'inverse, les racistes anti-Arabes se transforment, par haine raciale, en racistes pro-Juifs, tandis que le racisme pro-Arabe en vient infailliblement à tomber dans le racisme anti-Juif (comme le démontrent amplement certaines caricatures publiées dans les pays arabes — féodaux et pseudo-progressistes). De même, le social-chauvinisme (socialisme en paroles, chauvinisme en faits) qui sévit en Pologne ou en U.R.S.S. finit par déboucher sur le racisme anti-Juif ou encore sur le racisme anti-Jaune...

« Pro-arabisme » ou anti-impérialisme ?

Allons plus loin : le **mode de présentation** du conflit du Moyen-Orient par la plupart des journaux est, à lui seul, révélateur du racisme qui imprègne la pensée bourgeoise. Incapables de comprendre ce qui distingue le combat anti-impérialiste du combat nationaliste ou racial, les journalistes bourgeois ne parviennent pas à concevoir ce conflit autrement qu'en termes tels que « pro-Arabe » et « pro-Juif » ! Ainsi, les militants anti-impérialistes sont-ils appelés « pro-Arabe » — alors qu'il est notoire que ces militants s'opposent vigoureusement aux régimes et classes antipopulaires (féodales ou pseudo-progressistes) du monde arabe — et ainsi placés dans le même camp qu'une certaine bourgeoisie dont l'antisionisme procède en effet du « pro-arabisme ». Il faut le dire et le répéter : nous ne sommes pas plus « pro-Arabe » qu'« anti-Juif » (de même qu'au cours de la guerre d'Algérie nous n'étions pas plus « pro-Algériens » qu'« anti-Français ») : nous sommes **anti-impérialistes** et **anticolonialistes**, et c'est à ce titre (à ce titre **seul** !) que nous étions aux côtés du peuple algérien contre le colonialisme français, et que nous nous trouvons aujourd'hui aux côtés du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain, et aux côtés du peuple palestinien contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe. Les catégories de pensée de la bourgeoisie nous sont radicalement étrangères : la seule supposition qu'on puisse être pour ou contre tel ou tel **peuple** dénonce ceux qui la formulent. Combien de fois ne



Agip

lit-on pas dans la presse des phrases de ce genre : « Je suis ami des Juifs et des Arabes. » Comme s'il fallait le préciser ! Comme si un antiraciste pouvait être l'ennemi de tel ou tel peuple ou ethnie !...

Comment être alors surpris de constater que, parvenus au terme des contradictions inhérentes à la pensée bourgeoise, des journalistes qui se disent « de gauche » en viennent à s'étonner qu'« à l'inverse de ce qui se produit ailleurs les origines de nombreux animateurs du « gauchisme » n'ont jusqu'à présent pesé en rien sur le choix fait par leurs organisations ! » (1). Ou qu'ils aillent jusqu'à fournir au public un type d'information qui, jusqu'à présent, ne se trouvait indiqué que dans les journaux antisémites : le nombre exact de militants d'origine juive appartenant au B.P. d'une organisations d'extrême gauche ! (2) Les racistes anti-Juif, tant en France que parmi la réaction arabe, peuvent être satisfaits : la « gauche » leur mâche la besogne !...

Combattre l'opportunisme

Il faut le dire et le répéter : le **racisme est le plus grand commun dénominateur des idéologues réactionnaires de tous les pays**. Aussi est-il illusoire de prétendre combattre le racisme sans combattre les **causes** du racisme. La lutte antiraciste passe par la **lutte de classes**. En conséquence, toute lutte antiraciste qui se limite au domaine idéologique (humanisme bourgeois), sans remonter aux causes matérielles, participe au jeu mystificateur de l'idéologie dominante et ne fait ainsi que perpétuer le racisme... L'humanisme bourgeois est un opportunisme qui doit être impitoyablement combattu, au même titre que l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, dont Lénine écrivait justement : « **Les plus dangereux, à cet égard, ce sont les gens qui ne veulent pas comprendre que la lutte contre l'impérialisme, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, est une phrase vide et mensongère.** »

(1) P. Viansson-Ponté, « Le Monde », 11-12 janvier 1970.

(2) J.-F. Held, « Le Nouvel-Observateur », 5 janvier 1970.

Le premier congrès international des Comités Palestine

Qu'elles soient menées par des organisations révolutionnaires et anti-impérialistes ou par des « comités Palestine », les actions de soutien à la lutte du peuple palestinien, si elles n'ont cessé de se renforcer depuis juin 67, ont été généralement entravées par un manque de coordination. De plus, dans les pays capitalistes, qu'ils soient d'Europe ou d'Amérique, l'action dans ce domaine est, jusqu'à présent, trop souvent restée confinée dans les milieux intellectuels ou étudiants.

Considérant que la progression politique et militaire des organisations de libération palestinienne impliquait de notre part un effort redoublé de solidarité, quelques militants européens, en accord avec les représentants de la révolution palestinienne et avec le soutien du comité algérien de solidarité avec le peuple palestinien, se sont efforcés de réunir à Alger les représentants du maximum de comités existant en Europe.

L'éparpillement actuel des comités rendait cette tâche difficile. L'appel n'est pas parvenu à tous les comités en temps utile, et certains, parfois parmi les plus actifs, n'ont pu envoyer de délégation. Si l'on ajoute à cela qu'il n'est pas toujours facile,

en face de délégations venant de toute l'Europe et même des Etats-Unis, de connaître l'importance et l'efficacité militantes de chaque comité, on comprendra que cette réunion ne pouvait prétendre à la représentativité. On peut toutefois considérer que la plupart des courants politiques révolutionnaires qui, à travers l'Europe, font preuve d'une réelle solidarité militante avec la lutte du peuple palestinien se trouvaient représentés à ce congrès. Les textes votés, dont la résolution politique que nous publions ci-dessous, sont appelés à devenir la base de travail commune à l'ensemble des comités Palestine.

Ces textes ont été écrits à la suite de débats en commissions entre les délégations des comités Palestine et la délégation palestinienne présidée par Yasser Arafat pour la séance inaugurale et par Abu el Hassan pour l'ensemble des travaux. De cette discussion très riche sont sorties, outre la résolution politique que nous publions aujourd'hui, un certain nombre de décisions sur lesquelles nous reviendrons. Précisons pour terminer que ce texte a été élaboré en commun par les délégués européens et les camarades palestiniens.

J.-F. P.

Déclaration du congrès

● Le premier Congrès international des Comités de solidarité avec l'héroïque peuple palestinien, tenu à Alger les 26-27 et 28 décembre 1969, affirme son soutien total et déterminé à la lutte armée du peuple palestinien pour la libération de toute la Palestine.

● Le Congrès apporte un soutien sans réserve aux objectifs que s'est fixés le Mouvement de Libération de la Palestine en vue d'établir un Etat palestinien indépendant, démocratique et souverain dans lequel tous les citoyens, qu'ils soient musulmans, juifs, chrétiens ou autres, jouiront pleinement des mêmes droits démocratiques.

● Seul le peuple palestinien a le droit de décider de son propre avenir.

● Le Congrès condamne et s'oppose énergiquement à toutes tentatives de la part des Nations unies ou de tout Etat membre de cette organisation, en particulier les quatre grandes puissances, d'imposer quelque « solution politique » que ce soit au peuple palestinien.

● Le Congrès s'oppose également à la solution dite du type « formule de Rhodes » ou à toute autre machination sinistre entre les pays arabes et Israël.

● Le Congrès condamne toutes les tentatives des forces contre-révolutionnaires arabes visant à saper et à détruire la révolution armée palestinienne.

● En conséquence le Congrès désapprouve, rejette et s'oppose à toutes les résolutions et recommandations passées et à venir des Nations unies, y compris les résolutions de l'Assemblée Générale du 29 novembre 1947 et la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967, étant convaincu que les Nations unies ne sont qu'un instrument dans les mains des grandes puissances et que les résolutions de l'O.N.U. constituent une violation flagrante des principes fondamentaux des droits de l'homme et du droit inaliénable à l'autodétermination du peuple palestinien.

● Le sionisme est un système raciste, expansionniste et colonialiste qui fait partie intégrante de l'impérialisme mondial, avec à sa tête les Etats-Unis, et est un instrument entre ses mains. Il est dirigé non seulement contre le peuple palestinien mais aussi contre tous les peuples arabes et les autres mouvements de libération nationale.

● La lutte du peuple palestinien pour la libération de sa patrie fait partie intégrante de la révolution mondiale contre le système impérialiste dans son ensemble et pour la victoire de la libération des peuples du monde entier.

● A l'occasion du 5^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée du peuple palestinien, ce Congrès salue les importantes victoires qu'il a remportées sur le champ de bataille, sous la direction d'EL FATH.

● Le Congrès félicite et soutient les juifs progressistes qui manifestent leur opposition à l'Etat sioniste d'Israël à la fois par leurs déclarations et leurs actes et qui reconnaissent pleinement le droit souverain du peuple palestinien, musulmans, juifs, chrétiens et autres, d'établir un Etat palestinien. Ces juifs progressistes doivent non seulement combattre pour leurs propres droits démocratiques et égaux dans les pays où ils vivent mais aussi s'opposer à toute forme d'immigration vers la Palestine occupée. Le peuple palestinien, que les agresseurs sionistes ont chassé par la force, a le droit incontestable de réintégrer sa patrie et de décider de son propre destin.

● Le Congrès s'oppose résolument à toute forme de racisme, en particulier l'antisémitisme, et affirme sa croyance en l'égalité de tous les peuples à exercer les droits démocratiques égaux sans distinction de race ni de religion.

● Le Congrès soutient résolument le droit à la liberté de mouvement des forces armées et politiques du mouvement de libération de la Palestine dans tous les territoires arabes, aux fins de la lutte contre le sionisme et l'impérialisme.

● Le Congrès est fermement convaincu que le peuple palestinien, en persévérant sans relâche dans sa lutte armée de longue haleine, en comptant sur ses propres ressources et avec l'appui des masses arabes anti-impérialistes et des milieux progressistes dans le monde, parviendra sans aucun doute à la victoire finale qui est la libération de la Palestine tout entière.

● L'ensemble du système impérialiste mondial avec à sa tête les Etats-Unis, en proie à une crise grave, insoluble et qui ne lui laisse aucun répit, se voit irrémédiablement condamné à l'effondrement et à la disparition totale.

● Il est important de développer dans tous les pays un mouvement puissant de soutien politique à la lutte armée du peuple palestinien, basé sur la politique et le programme du peuple palestinien lui-même. Ce mouvement peut regrouper toutes les organisations et les personnes luttant contre l'impérialisme et le racisme et doit avoir une plate-forme conséquente de lutte contre toutes les formes d'oppression, d'exploitation et de discrimination raciale ou nationale.

● Le Congrès s'adresse plus particulièrement à toutes les minorités nationales opprimées et aux masses ouvrières exploitées dans les pays capitalistes et les appelle à concrétiser la solidarité naturelle qui unit tous les opprimés et les exploités à travers le monde. □

La paix

Manuel Bridier

La guerre civile au Nigéria est pratiquement terminée. Les marchands de canons et les exploiters de bons sentiments (ce sont très souvent les mêmes personnes) n'ont pas fini de la regretter.

La presse française, en particulier, s'en donne à cœur joie. Une fois de plus elle propage dans l'opinion la version des événements qui lui permet d'escamoter les responsabilités écrasantes de la France officielle. On parle de guerre de religion, alors que des millions de « fédéraux » — y compris le chef de l'Etat — sont eux-mêmes chrétiens, au même titre que les Ibos. On parle de génocide, alors que des millions d'Ibos n'ont cessé de vivre sur le territoire fédéral — et notamment à Lagos —, alors qu'ils y poursuivent normalement leurs occupations, y compris dans l'administration et dans l'armée.

Ces mensonges ont déjà fait énormément de mal. Ils peuvent en faire encore plus.

Qu'on nous comprenne bien toute guerre comporte son cortège de misères, de morts et — de part et d'autre — ses atrocités (1). La situation de misère où le colonialisme a laissé l'Afrique y donne aux malheurs de la guerre des proportions de cauchemar. Mais le génocide est une chose précise, que les hitlériens ont essayé de faire subir aux populations juives et gitanes de l'Europe : c'est la destruction physique d'un peuple en tant que tel. Sur ce point, tous les rapports sont formels, y compris ceux de la Croix-Rouge et de l'Eglise catholique : il n'y a pas, il n'y a jamais eu de génocide au Nigéria.

Le mensonge du génocide n'en a pas moins joué un rôle sanglant dans cette sinistre affaire. Il explique pour une large part la terreur collective, la résistance acharnée des sécessionnistes. Il peut être demain la cause de batailles désespérées et de violences inutiles. Si le pire devait arriver, les pleureuses à gage et les professionnels de la compassion hystérique n'en seraient pas innocents. On ne peut se demander sans frémir, en lisant certains, s'ils n'attendent pas avec anxiété le grand massacre qui justifierait « a posteriori » leurs allégations.

Les grandes puissances prodiguent leurs conseils. La France, en particulier, étale sa sollicitude après avoir jeté, pendant des an-

nées, de l'huile sur le feu. Jamais cette guerre n'aurait duré si longtemps sans les fournitures d'armes françaises à Ojukwu, sans les concours financiers du gouvernement et des groupes pétroliers français.

A l'origine, nous l'avons dit, le problème posé par le peuple ibo, la reconnaissance de son existence nationale, pouvait être résolu dans le cadre du Nigéria fédéré. Les antagonismes ethniques ont été entretenus par les féodaux du Nord et par la grande bourgeoisie de l'Est, comme un contre-feu à la montée de la lutte des classes, au développement considérable des syndicats au début des années 60. Les pogroms dont les Ibos ont alors été victimes dans le Nord ont suscité de leur part une exigence légitime d'autonomie et de sécurité à laquelle le gouvernement fédéral n'a pas su répondre.

Un instant, Ojukwu a pu apparaître comme l'expression de cette exigence, mais il s'est démasqué bien vite comme un aventurier au service de groupes financiers.

Les opposants, à l'intérieur du « Biafra », ont été emprisonnés et fusillés. Les minorités ethniques de la région côtière (6 millions sur 14 millions d'habitants) ont été entraînées de force dans une aventure, subissant à leur tour, au nom de l'indépendance, l'oppression d'un autre peuple. Il ne s'agissait plus, dès lors, de garantir les droits des Ibos, mais d'utiliser leurs sentiments pour constituer un Etat artificiel, dont les frontières devaient nécessairement dépasser le territoire ibo pour englober les zones pétrolières.

En livrant l'Afrique à la balkanisation, les grandes puissances ont voulu se réserver des proies plus faciles. L'éclatement de la fédération du Nigéria devait faciliter de nouvelles rapines. Les sociétés françaises, en particulier, ont arraché des concessions importantes pour la prospection du pétrole et de l'uranium dans le nouvel Etat créé pour les besoins de la cause. Aujourd'hui, cet Etat n'est plus. A vrai dire, il n'a jamais existé.

Mais le problème ibo existe et demeure. Mais la misère, mais la faim sont réelles et ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Mais les contradictions ethniques, économiques, sociales qui ont engendré cette tragédie demeurent inchangées.

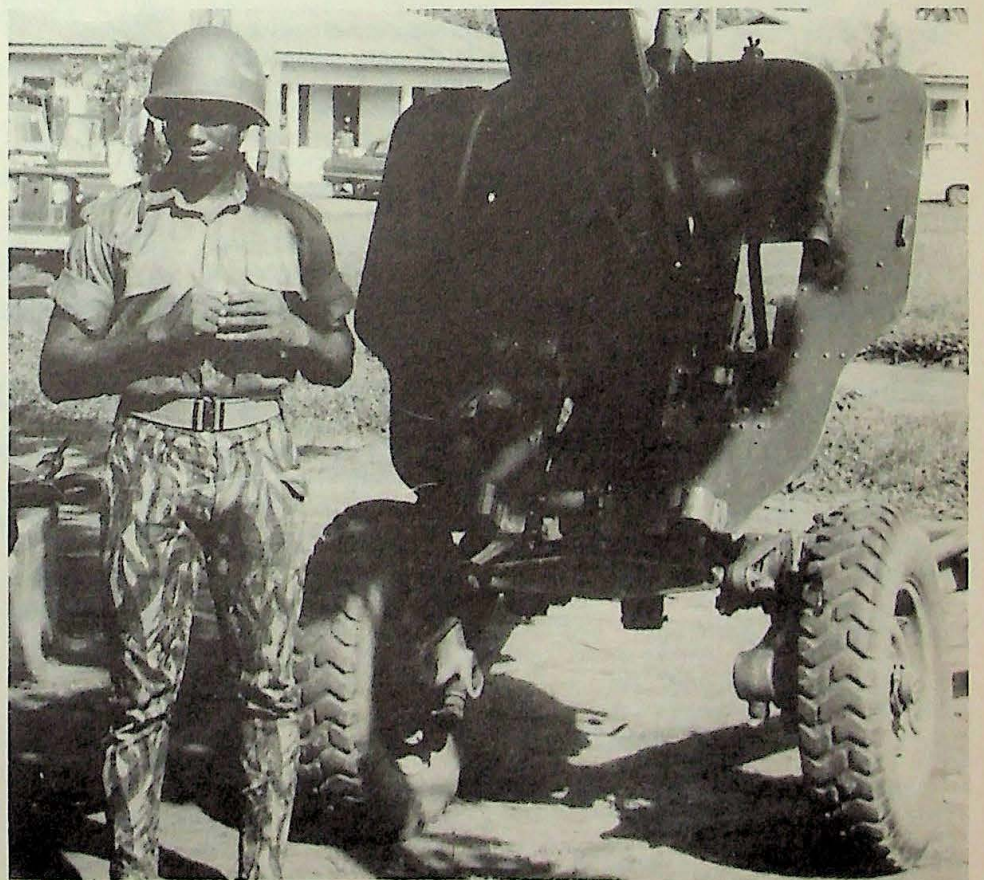


A.F.P.

Par-delà les mensonges de la propagande officielle, la situation atroce du Nigéria oriental a suscité dans l'opinion mondiale un mouvement de solidarité, toujours ambigu, mais qui peut être positif. Des médecins, des infirmières ont accompli là-bas, dans des conditions effroyables, un travail extrêmement utile. Dénoncer l'utilisation

Souhaitons seulement que l'orchestration des bonnes volontés ne disparaisse pas avec les ambitions pétrolières.

Souhaitons surtout que les courants progressistes s'unissent et reprennent la lutte contre les forces toujours puissantes du féodalisme et de la bourgeoisie néo-coloniale. C'est de cette union et de cette



A.F.P.

politique éhontée de leur dévouement, montrer la culpabilité fondamentale des intrigues impérialistes dans les souffrances du peuple ibo ne doit pas nous détourner de cette solidarité élémentaire dont le Nigéria tout entier aura plus que jamais besoin pour oublier ses épreuves.

lutte que dépendra, en fin de compte, l'avenir des peuples du Nigéria.

(1) Mais les lecteurs français ont-ils jamais entendu parlé des massacres accomplis par l'armée biafraise du général Ojukwu dans la « province des rivières » et dans la région de Port Harcourt ?



L'année Beethoven

Autopsie de Macbeth

André Laude

C'est au spectacle d'une étrange autopsie, celle de **Macbeth**, que nous convie Christian Le Guillochet dans son Théâtre du Lucernaire, où viennent de s'installer Emilio Galli et les comédiens du groupe « N ». Emilio Galli, Péruvien de trente-cinq ans, poursuit depuis plusieurs années des recherches afin de créer, à partir du corps et du geste humains, soutenus par les sons de la respiration et les percussions musculaires, un nouveau théâtre conforme aux réalités angoissées et obsessions de notre temps.

A partir de fragments de la pièce de Shakespeare, choisis par E. Galli, sept comédiens — cinq garçons et deux filles — inventent chaque soir une gestualité qui ressuscite d'obscurs mythes, symboles et rituels. On passe de la vocifération sacrilège à la plainte modulée, de la danse lascive aux soubresauts fiévreux de la chair.

Exploration psychanalytique, **Autopsie de Macbeth** est aussi cri politique. Si, pour E. Galli, Macbeth est un être castré, plein de la haine de la société, en proie à ses phantasmes, « vampirisé » par une « épouse phallique », il est aussi l'incarnation du fascisme, l'homme du génocide, de la dévastation, de la violence. Entre ces deux pôles — castration et rituel fasciste — les comédiens du groupe N, s'appuyant sur le texte shakespearien, déroulent une tapisserie inquiétante sur laquelle se profilent les figures incendiées du meurtre, du viol, de la terreur, de la sexualité sauvage.

E. Galli ne cache pas que la réalité latino-américaine (dictatures, juntas, gorilles, etc.) projette ses ombres sanglantes sur ce théâtre en rupture de tradition dont l'objectif essentiel est d'éveiller le « regardeur ».

Quand bien même les significations d'une telle œuvre lui

échapperaient, sur l'instant, le « spectateur » sera très certainement fasciné par ces sept jeunes gens qui vont, viennent, hurlent, profèrent une musique d'apocalypse et de supplice, grimacent, pleurent, suffoquent, déchirent l'espace d'un rire dément. Création collective, **Autopsie de Macbeth**, qui relève indéniablement de ce « théâtre de la cruauté », exploré par Antonin Artaud, offre des minutes d'absolue beauté. Et l'on peut, à juste titre, estimer que ce « langage autre » — qui prétend, mieux que le langage usuel, exprimer la pensée profonde — nous fait toucher du doigt la vérité qui gît au fond du chef-d'œuvre du grand William.

Jusqu'au 6 février

Le Lucernaire

18, rue d'Odessa, Paris 14^e
326.57.23.

Découverte et culture vous propose

LA CONSTRUCTION DE LA PAÛLESTINE
(21-22 février).

LE MOUVEMENT COMMUNISTE : LA TCHECOSLOVAQUIE
(7-8 mars).

AUTOGESTION
(4-10 février et 11-17 février).

L'IMPERIALISME EN AMERIQUE LATINE ET LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES
(22-28 mars).

F.N.L. VAINCRA
(29 mars-4 avril).

A SUP DEVOLUY : SKI dans la journée - DISCUSSIONS, DEBATS, PROJECTIONS le soir.

DECOUVERTE ET CULTURE : 94, rue Notre-Dame-des-Champs - PARIS 6^e.
Tél. : 325-00-09.

Départs de Paris le vendredi soir. Retours à Paris le lundi très tôt : 110 F.

Séjour seul, du samedi matin au dimanche soir : 40 F.

Chaque séjour : 196 F.

Bernard Sizaire

En cette année du bicentenaire de sa naissance, plusieurs disques récents nous permettent de réajuster la connaissance que nous avons de Beethoven. Ce musicien, que nous croyons trop connaître, au point qu'un réflexe courant nous fait associer son nom aux quatre premières mesures de la 5^e Symphonie, avon-nous raison de le ranger définitivement au musée poussiéreux de la culture bourgeoise ? Pour peu qu'un interprète ait la force de les animer, symphonies et sonates redeviennent des organismes vivants qui croissent, se développent et s'imposent directement malgré les différences de langage et d'éducation. Il suffit d'écouter cette musique pour que, devant sa tension, sa puissance, son tumulte profond, toute culture artistique se trouve défaillante.

A la différence de Bach ou de Mozart, Beethoven est un phénomène de masse. C'est le premier musicien populaire (raison pour laquelle on le dédaigne parfois). On a dit, à ce sujet, qu'il était le créateur de la formule moderne des concerts publics. Jusqu'à lui, la musique était affaire de salon, de cour ou d'église. Mais ses symphonies, par leur bouillonnement même, suscitaient une vibration collective qui exigeait d'autres lieux et un public nouveau. L'aventure que représentait pour un homme du XIX^e siècle l'audition d'une œuvre nouvelle de Beethoven, l'avon-nous, aujourd'hui, totalement vécue ? En avon-nous épuisé toutes les potentialités ?

● **Intégrale des trios à cordes.** — Ces six œuvres pour violon, violoncelle et alto, ainsi que le trio pour flûte et cordes, sont d'un Beethoven jeune encore influencé par Haydn, qu'elles dépassent cependant en ouvrant la voie aux grands quatuors de la maturité. On aurait tort de ne remarquer que leur caractère aimable et décoratif ; il y règne déjà une liberté d'allure et une puissance qui n'appartiennent qu'à l'auteur de la Cinquième.

Interprétation virile et lumineuse du trio Grumiaux.

(Philips 3 x 30 cm, en souscription jusqu'au 31 janvier.)

● **Fidélío.** — Il fut longtemps de bon ton de considérer l'unique opéra de Beethoven comme un échec. On en tolérait l'ouverture et on se déplaçait, à la rigueur, pour entendre

telle « prima donna » dans le grand air de Léonore. Mais on faisait la petite bouche devant une œuvre « mal construite » qui passait pour dépourvue de tout intérêt dramatique.

A travers une intrigue effectivement mélodramatique, Beethoven a écrit un des plus beaux hymnes à la liberté de l'histoire musicale. La fidélité et la ténacité d'une épouse pour délivrer son mari victime de la tyrannie sont exprimés avec un relief et une force qui font de **Fidélío** le premier grand opéra populaire allemand. Pour la première fois, les chœurs tinrent un rôle considérable, à peine inférieur à celui que Moussorgsky leur conféra plus tard.

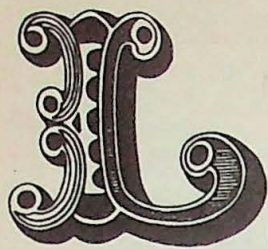
Karl Böhm est un spécialiste de cette partition dont il sait exprimer toute l'intensité et toutes les nuances. Il dirige des solistes exceptionnels, dont Théo Adam, qui fait une impressionnante composition du gouverneur de la prison. Les chœurs de Dresde et de Leipzig font preuve d'une rare vaillance.

(Deutsche Gramophon, 3 x 30 cm, en souscription.)

● **Les Symphonies.** — Paul Kletzki caractérise lui-même son interprétation de la manière suivante : « On doit pouvoir chanter un mouvement d'une symphonie d'un bout à l'autre. » C'est, en effet, par la clarté du dessin mélodique que se distingue d'abord cette nouvelle intégrale. Kletzki, avec l'admirable Philharmonie tchèque, fait chanter Beethoven qu'il débarrasse de la poussière et du fatras de ceux qui confondent emphase et grandeur.

Les instruments à vent, si longtemps étouffés sous le poids des cordes, respirent enfin librement et font apparaître l'importance des timbres et de la couleur sonore que renforce une prise de son d'une extraordinaire finesse. Cette interprétation intelligente et équilibrée ne manque cependant ni de muscle ni de nerf. Qu'on écoute seulement la Troisième ou le début de la Neuvième ! Ainsi rajeunies, les symphonies de Beethoven sont à redécouvrir.

(Valois, 1 coffret de 8 x 30 cm qu'on peut se procurer séparément. En souscription jusqu'au 31 janvier.)



IVRES

Sur l'année politique

Gilbert Hercet

J'avais, l'an dernier, attiré l'attention des lecteurs de T.S. sur l'intérêt du *Journal de l'Année*, publié par la librairie Larousse. Le nouveau numéro de cette collection, consacré aux événements survenus dans le monde du 1^{er} juillet 1968 au 30 juin 1969, est à nouveau d'une très bonne qualité.

La mise en pages, soignée, moderne, donne à ce volume l'attrait d'un journal bien fait. Les illustrations, nombreuses, sont presque toujours choisies parmi les plus significatives. Les différentes rubriques permettent de faire le point, à partir des événements de l'année, sur la vie politique et économique, la vie intellectuelle et religieuse, le sport, etc.

Bien sûr, tout n'est pas parfait. Ainsi, les pages consacrées à la politique française, dues à Pierre Vianson-Ponté, laissent-elles le lecteur sur sa faim. Ainsi la rubrique « Jazz » semble-t-elle oublier quelques-uns des créateurs les plus importants d'aujourd'hui.

Mais l'ensemble des rubriques économiques, illustrées de nombreux tableaux et graphiques, constituera une documentation précieuse pour le militant, qui appréciera, par ailleurs les développements consacrés notamment à l'aména-

gement du territoire ou à la politique internationale, où il retrouvera la signature de journalistes de talent, comme Agustin Alberro, Jacques Amalric, Jean-Paul Picaper ou Eric Rouleau. En bref, toute une année dans un journal, astucieusement présentée, facile et utile à connaître.

✱

Cette année, étudiée par les collaborateurs de la librairie Larousse, est celle qui nous a valu la *Chute du général*. Sous ce titre, Michel-Antoine Burnier et l'équipe d'Édition spéciale ont publié un livre alerte, facile à lire, qui couvre la période du référendum d'avril et l'élection présidentielle de juin 1969. Ce genre de livre comporte, bien sûr, des faiblesses et des facilités, c'est un peu la loi du genre.

Mais c'est aussi l'un des premiers qui parviennent à concilier le récit (et même, parfois, la « petite histoire ») et la réflexion critique. Ainsi connaît-on aussi bien le détail du lancement de l'opération Poher que l'analyse des transferts électoraux entre les deux tours de scrutin. On a donc un livre tout à la fois utile et agréable et d'une écriture assez « gauchiste », ce qui n'est pas si mal !

A noter que Michel Rocard est le seul candidat à qui l'équipe d'Édition spéciale ait demandé une interview pendant la campagne présidentielle. Cette interview figure dans la *Chute du général*. A noter aussi que le P.S.U. est le seul parti à avoir autorisé les auteurs à publier les comptes financiers de cette campagne.

✱

Les événements retracés par M. A. Burnier et son équipe nous ont valu, depuis lors, l'arrivée de Georges Pompidou à l'Élysée — sur qui le meilleur livre écrit jusqu'ici est le *Pompidou*, de P. Rouanet, paru chez Grasset — et celle de Chaban-Delmas à Matignon, heureuse préfiguration sans doute de cette « nouvelle société » qui semble tant le préoccuper. Sur le maire de Bordeaux, le tennisman émérite, le radical-gaulliste, le surveillant et rusé politicien Chaban-Delmas, de préférence à l'hagiographie publiée par G. Marchou, on lira *Chaban-Delmas ou l'art d'être heureux en politique*, de J.-C. Guillebaud et P. Veilletet, paru aux éditions Grasset.

Sans doute, les auteurs, journalistes à *Sud-Ouest*, sont plus préoccupés de réussir des effets de style que de rechercher la nature des forces

sociales qui soutiennent les réussites de Chaban, mais ils ne sont point du tout inconditionnels, et savent décrire des événements que des serviteurs du pouvoir auraient laissé dans l'ordre.

Et puis, le portrait est parfois savoureux : « *Ciseaux en main devant les rubans des ponts, penché sur les premières pierres des foyers ruraux, attendri à côté des pots de chambre d'une nouvelle crèche, nostalgique aux vins d'honneur des anciens combattants, paternel avec les enfants des écoles, collègue des maires emphatiques, truculent aux kermesses, solennel à l'ouverture des congrès, ému aux enterrements, sportif au coup d'envoi, il promène partout comme une allégorie de l'aménité.* » Et si l'on aurait souhaité des éléments plus précis sur la discussion du statut de la presse en 1945, ou sur le rôle exact de Chaban pendant la libération de Paris (et les discussions auxquelles il a donné lieu), les auteurs, terminant sur la virtuosité style *Express* de l'actuel Premier ministre, savent tout de même se demander si celle-ci n'a pas « *quelque chose de formel, de trop détaché des réalités, quelque chose enfin dont la mise à l'épreuve risque de dénoncer l'artifice* »... □

plutôt que de risquer la torture quand on vint pour l'arrêter, quelques jours après l'exécution par les guérilleros de l'ambassadeur U.S.

Michèle Firk refusa toujours l'exotisme, le folklore. Elle croyait à la révolution en Europe. Si elle vint au Guatemala pour lutter, c'est qu'elle était convaincue de pouvoir agir dans ce pays pleinement en faveur des objectifs qui étaient les siens : la défaite du capitalisme, la construction du socialisme. Elle ne tomba jamais dans les pièges d'un « tiers mondisme » de pacotille.

Tombée au combat à 31 ans, en septembre 1968, elle ne recherchait pas une fin tragique mais elle avait accepté cette perspective. Elle ne cessa, jusqu'à l'ultime seconde, d'accomplir son travail de militante. Elle choisit de fuir les palabres de cafés, le confort des salons où l'on refait le monde sans risques, pour mettre en accord ses actes et ses colères.

Elle brûlait d'impatience. Belle, intelligente, profondément sensible, elle sut ne jamais devenir un robot rouge. Ceux qui la connurent et témoignent ici : François Maspéro, Denis Berger, nous parlent d'elle avec une émotion qui ne trompe pas. J'ai connu Michèle Firk du temps où Denis Berger et quelques autres, dont j'étais, rédigeaient la *Voie communiste*. C'était le temps de la guerre d'Algérie. Le P.C.F. trahissait l'internationalisme prolétarien. Quelques noyaux de militants tentaient de réveiller la classe ouvrière française. Michèle Firk fut exemplaire dans l'action. Après l'Algérie, elle visita Cuba en proie à la révolution, elle se prit d'amour pour cette Amérique latine violente par l'impérialisme yankee. Elle décida d'y revenir. Elle quitta Paris alors que Mai 68 faisait voler les pavés. Puis, il y eut l'information publiée par les journaux, un grand trou dans nos existences, une chute d'ombre... Michèle Firk, c'est un nom qu'on peut lire sur une tombe du cimetière de Ciudad Guatemala. Ne faisons pas de littérature sur une combattante morte. Simple, lisons ces pages écrites dans la fièvre, l'ardeur. Articles, lettres, c'est toujours le fil rouge de la révolution qui lie les mots entre eux.

Relisons cette phrase écrite le 17 mai 1967 : « Chers camarades, ne permettez pas que l'on fasse de moi autre chose que ce que je suis et ce que je veux être : une combattante révolutionnaire. » Elle ne cessa jamais de l'être. Qu'il s'agisse d'un reportage pour *Jeune Afrique*, d'un article pour *Positif*, d'un tract, c'est toujours la même flamme éblouissante qui crépite, déchire les ténèbres, nous ramène à l'essentiel, cherche une issue, un progrès dans la lutte. Rosa Luxemburg, Michèle Firk : la révolution est femme. Faisons en sorte au moins que ces morts tragiques accouchent d'une aurore.

A. L.

Michèle Firk parmi nous

Quelques lettres, des notes, une poignée d'articles (1) : Michèle Firk n'eut pas le loisir de composer une œuvre. Militante révolutionnaire, sa courte vie fut dominée par l'action.

Pour elle, le militantisme n'était pas une activité en plus. Il était le pain de chaque jour. Michèle Firk ne ressemblait pas à quelque Pasionaria hystérique. Elle était équilibrée, amoureuse du

monde. Passionnée de cinéma, elle participa à la rédaction de la revue *Positif*. Mais l'exigence révolutionnaire la brûlait. Du P.C.F., qu'elle quitta quand elle comprit qu'il n'était plus qu'un

parti sans volonté de révolution, aux réseaux de soutien du F.N.L. algérien, la route fut droite qui la mena au Guatemala où, militante des F.A.R., elle préféra se donner la mort

(1) « Michèle Firk parmi nous » (Ed. Eric Losfeld, F. 10,20).

La xénophobie fait le jeu du patronat

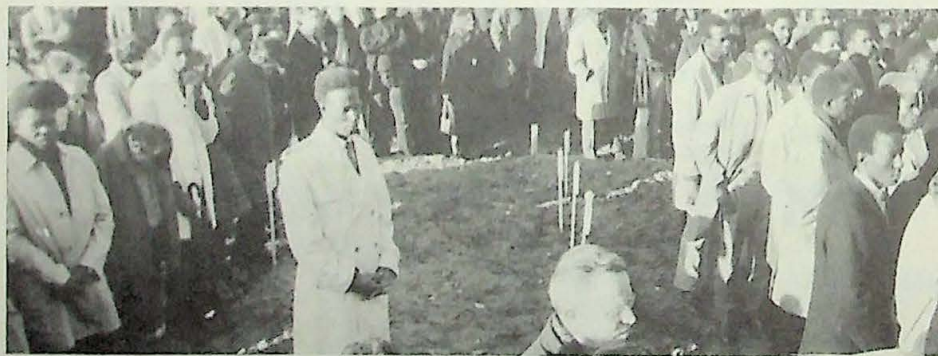
Jacqueline Giraud

Tandis qu'un cortège de travailleurs accompagnait au cimetière les cercueils des cinq travailleurs africains asphyxiés dans leur bidonville à Aubervilliers, une centaine de manifestants envahissaient le siège du C.N.P.F., et terminaient leur journée à Beaujon.

Un moyen de pression sur l'emploi

Par cet acte, ils entendaient démasquer les vrais responsables et le véritable problème. Car derrière le scandale que constituent les conditions de vie et de logement des travailleurs immigrés, il y a une politique délibérée du patronat qui, depuis dix ans, ne cesse d'accroître le recours à la main-d'œuvre étrangère pour faire peser cette concurrence sur le marché du travail.

En effet, de 1962 à 1968, le nombre de travailleurs étrangers employés dans l'industrie s'est accru de 29 %, tandis que le nombre de Français employés dans ce même secteur de la production n'augmentait que de 5,5 %. Ceci parce que 30 % des emplois nouveaux créés dans l'industrie depuis 1962 ont été attribués à des travailleurs étrangers. Dans le secteur du bâtiment, qui vient nettement en tête pour l'utilisation de travailleurs étrangers, ceux-ci représentent 22 % de la main-d'œuvre totale. Et pour l'ensemble de l'industrie, ils représentent 11 % de la main-d'œuvre totale. 11 %



Elie Kagan

de travailleurs dociles parce qu'ils ne sont pas « citoyens français » et que la moindre révolte signifie pour eux la rupture de leur contrat de travail.

Diviser pour mieux exploiter

Le scandale n'est pas, comme on le croit souvent, qu'ils soient cantonnés dans des emplois de manœuvres. Il est vrai qu'ils débutent généralement ainsi à leur arrivée en France, mais, actuellement, les deux tiers d'entre eux sont ouvriers spécialisés, ouvriers qualifiés ou contremaîtres. C'est dire que, depuis huit ans, le patronat de l'industrie substitue peu à peu une main-d'œuvre étrangère à la main-d'œuvre nationale. Pour la plus grande exploitation des uns et des autres. Là est le scandale.

Distribuer chaque année aux étrangers 300.000 permis de travail quand il y a plus de 250.000 demandes d'emploi non satisfaites, c'est, pour le patronat, le moyen de maintenir un volant de chômage qui assure son contrôle



A.D.N.P.

sur le marché du travail et la fixation des salaires. De cette politique, les travailleurs étrangers ne sont que les instruments et les premières victimes. Surexploités dans leur travail, ils le sont encore dans leurs conditions de vie et de logement. Les bidonvilles concentrationnaires se multiplient autour de Paris et des grandes villes, avec la complicité des autorités, et dans l'indifférence quasi générale.

Il a fallu cinq morts pour que s'émeuvent la presse et l'opinion publique. Trop souvent

les travailleurs français n'ont qu'indifférence, voire hostilité, à l'égard de ces « concurrents » qui pourtant, pour un bon tiers d'entre eux, font des travaux dont les Français ne voudraient pas. Ils font ainsi le jeu du patronat, qui navigue habilement entre la xénophobie des travailleurs français et la crainte des travailleurs étrangers, dépourvus de droits politiques et soumis à la menace constante de l'expulsion.

Pas seulement une morale

Les organisations ouvrières, syndicales et politiques, ne peuvent riposter à la tactique patronale qu'en prenant résolument en charge l'ensemble des travailleurs étrangers, et en revendiquant pour eux les mêmes droits et les mêmes garanties que ceux des travailleurs français. L'internationalisme prolétarien n'est pas seulement une morale. C'est la seule riposte efficace que les travailleurs français et immigrés puissent efficacement opposer à la tactique de division du patronat. □

A PARAÎTRE
PROCHAINEMENT

ANDRÉ BARJONET

LE PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS

ES EDITIONS JOHN DUBIER

236 pages

Prix de souscription 15 F
Prix public 16,50 F

Membre des Jeunesses Communistes dès 1939, résistant de la première heure. Membre du P.C.F. depuis 1944, collaborateur de Roger Garaudy à l'Encyclopédie de la renaissance française, puis au Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, un des premiers fondateurs d'« Economie et Politique ».

André Barjonet démissionna du P.C.F. en 1968 en même temps qu'il résiliait ses fonctions de Secrétaire au Centre d'Etudes Economiques et Sociales de la C.G.T. et qu'il adhérait au PARTI SOCIALISTE UNIFIE.

A la table des matières

1^{re} partie

- I. — Le PCF, la nation et la patrie.
- II. — Quel marxisme ?
- III. — Le PCF et la « démocratie ».
- IV. — Le PCF et le socialisme.
- V. — La dictature du prolétariat et les voies de passage au socialisme.

2^e partie

- I. — Le « centralisme démocratique ».
- II. — Les organisations annexes ou influencées.
- III. — Le presse communiste et l'éducation.

3^e partie

- I. — Le PCF et les intellectuels.
- II. — Les communistes, le langage et la morale.
- III. — Les problèmes de la jeunesse.
- IV. — Le PCF et les questions internationales.
- V. — Les événements récents et l'échec de Waldeck-Rochet.

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65
Veuillez expédier, franco de port, dès parution du livre « Le Parti Communiste Français » à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre

Ci-joint un chèque de

M

Adresse